

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion a pour objet de décrire notre performance et de fournir de l'information sur notre situation financière et nos perspectives d'avenir, telles que la direction les perçoit. Nous recommandons au lecteur de le lire en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2023 ainsi qu'avec nos états financiers consolidés et notre rapport de gestion annuels de 2022, puisqu'il vise à les compléter. Il contient des énoncés prospectifs qui comportent des risques et des incertitudes pouvant faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de manière importante des résultats annoncés dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs portent notamment sur nos perspectives pour 2023 et sur nos attentes à l'égard de la conjoncture économique en général et des tendances du marché et de leur incidence prévue sur nos secteurs d'activité. Pour obtenir de l'information supplémentaire au sujet des énoncés prospectifs, des principales hypothèses et des risques importants qu'ils comportent, veuillez vous reporter aux rubriques du présent rapport de gestion intitulées « Perspectives » et « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs ». Le présent rapport de gestion est en date du 31 octobre 2023.

Le présent rapport de gestion contient les principales rubriques suivantes :

• Résumé – Un aperçu de nos activités et des faits saillants financiers	4
• Résultats d'exploitation – Une comparaison entre les résultats de la période écoulée et ceux de la période correspondante de l'exercice précédent	5
• Participation dans LSEG – Une analyse de notre participation actuelle dans LSEG	14
• Situation de trésorerie et sources de financement – Une analyse de nos flux de trésorerie et de notre dette	15
• Perspectives – Nos perspectives financières, y compris les principales hypothèses et les risques importants	21
• Transactions entre parties liées – Une analyse des transactions avec The Woodbridge Company Limited, actionnaire majoritaire et contrôlant, et avec d'autres parties liées	24
• Événements postérieurs à la date de clôture – Une analyse des événements importants qui se sont produits après le 30 septembre 2023 et jusqu'à la date du présent rapport de gestion	24
• Changements touchant les méthodes comptables – Une analyse des changements apportés à nos méthodes comptables	25
• Estimations comptables et jugements critiques – Une analyse des estimations et des jugements critiques formulés par notre direction pour l'application des méthodes comptables	25
• Renseignements supplémentaires – D'autres informations obligatoires à fournir	25
• Annexes – Des informations supplémentaires	27

Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne l'indique autrement, les termes « nous », « nos », « notre », la « société » et « Thomson Reuters » font référence à Thomson Reuters Corporation et à ses filiales.

Base de présentation

Nous dressons nos états financiers consolidés en dollars américains conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Hormis le résultat par action, nous présentons nos résultats en millions de dollars américains, mais nous calculons les variations en pourcentage et les marges au dollar près pour plus de précision. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesures financières non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, nous analysons nos résultats sur une base conforme aux IFRS et sur une base non conforme aux IFRS. Nous utilisons des mesures financières non conformes aux IFRS, notamment des ratios qui tiennent compte d'une ou de plusieurs mesures financières non conformes aux IFRS, à titre d'indicateurs supplémentaires de notre performance d'exploitation et de notre situation financière, de même qu'à des fins de planification interne, et dans le cadre de nos programmes de rémunération incitative de la direction et de l'établissement de nos perspectives commerciales. Nous sommes d'avis que ces mesures financières non conformes aux IFRS permettent une meilleure analyse de notre rendement. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS; elles sont donc difficilement comparables aux mesures similaires présentées par d'autres sociétés et ne devraient donc pas être considérées comme un substitut aux mesures du rendement financier calculé selon les IFRS.

Au 30 septembre 2023, nous avons modifié notre définition du résultat ajusté afin d'exclure la dotation aux amortissements des logiciels acquis. Bien que nous ayons toujours exclu la dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles identifiables acquises autres que les logiciels du résultat ajusté, cette modification nous permet d'harmoniser le traitement de la dotation aux amortissements de toutes nos immobilisations incorporelles acquises. Les montants des périodes antérieures ont été retraités pour en assurer la comparabilité.

Il y a lieu de se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour obtenir une description des mesures financières non conformes aux IFRS que nous utilisons et des raisons pour lesquelles, à notre avis, ces mesures sont utiles à l'évaluation de notre performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » ainsi qu'à l'annexe B du présent rapport de gestion pour des rapprochements de ces mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Glossaire – Termes clés

Sauf indication contraire, les termes suivants utilisés dans le présent rapport de gestion ont la signification qui leur est attribuée ci-après :

Terme	Définition
3 grands secteurs	Nos secteurs regroupés Professionnels du droit, Grandes sociétés, et Fiscalité et comptabilité
consortium de Blackstone	The Blackstone Group et ses filiales ainsi que les fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone
pb	Points de base – un point de base correspond à 1/100 ^e de 1 %; 100 pb équivalent à 1 %
programme de transformation	Initiative sur deux ans, achevée en décembre 2022, qui visait à transformer notre société de portefeuille en une société d'exploitation, et à la faire passer de fournisseur de contenu à société technologique axée sur le contenu
devises constantes	Mesure non conforme aux IFRS établie en appliquant les mêmes taux de change aux résultats financiers de la période considérée et de la période correspondante de l'exercice précédent
RPA	Résultat par action
LSEG	London Stock Exchange Group plc
s. o.	Sans objet
n. s.	Non significatif
croissance interne	Mesure non conforme aux IFRS reflétant les variations des produits des activités ordinaires issus de nos activités actuelles, en devises constantes. Elle exclut la distorsion liée aux acquisitions et aux cessions d'entreprises attribuable au fait que nous n'étions pas les propriétaires de l'entreprise au cours des deux périodes comparatives.
Refinitiv	Notre ancien secteur Activités financières et risque, qui est maintenant l'entreprise de services de données et d'analyse de LSEG. Nous détenions une participation de 45 % dans Refinitiv entre le 1 ^{er} octobre 2018 et le 29 janvier 2021.
Woodbridge	The Woodbridge Company Limited, actionnaire majoritaire et contrôlant
YPL	York Parent Limited, l'entité détenant les actions de LSEG, détenue conjointement par notre société et le consortium de Blackstone. Un groupe composé de membres actuels de LSEG et d'anciens membres de la haute direction de Refinitiv détient également une participation dans YPL. Toute référence à YPL comprend aussi ses filiales. Jusqu'au 29 janvier 2021, date de la vente de Refinitiv à LSEG, YPL était connue sous la dénomination Refinitiv Holdings Limited.
\$ et \$ US	Dollars américains
£	Livres sterling

Résumé

La société

Thomson Reuters (NYSE / TSX : TRI) oriente la voie de l'avenir en réunissant le contenu et la technologie de confiance dont les gens et les organisations ont besoin pour prendre les bonnes décisions. Nous servons des professionnels dans les domaines du droit, de la fiscalité, de la comptabilité, de la conformité, du gouvernement et des médias. Nos produits regroupent des logiciels et des connaissances hautement spécialisés pour fournir aux professionnels les données, les renseignements et les solutions leur permettant de prendre des décisions éclairées et pour aider les institutions dans leur quête de justice, de vérité et de transparence. Reuters, qui fait partie de Thomson Reuters, est un chef de file mondial du journalisme et de l'information de confiance. Pour de plus amples renseignements, consulter tr.com.

Nous réalisons la plus grande partie de notre chiffre d'affaires en vendant de l'information et des solutions logicielles à nos clients, principalement au moyen d'abonnements. Nos solutions conjuguent nos connaissances approfondies du domaine avec des logiciels et des outils d'automatisation de pointe. Nous croyons que nos solutions de gestion des flux de travaux rendent nos clients plus productifs en simplifiant leur exploitation, ce qui leur permet de se concentrer sur des activités de plus grande valeur. Un grand nombre de nos clients ont intégré nos solutions dans leur flux de travaux, ce qui nous permet d'enregistrer un taux de fidélisation élevé. Nous sommes d'avis que beaucoup de clients font confiance à Thomson Reuters en raison de notre feuille de route de fiabilité, de notre compréhension approfondie de leurs activités et de leurs secteurs d'activité, et du fait que nous leur fournissons des services sur lesquels ils peuvent compter pour naviguer dans un monde numérique de plus en plus complexe et en constante évolution. Au fil des ans, notre modèle d'entreprise nous a permis d'utiliser judicieusement notre capital, de générer de la trésorerie, de conserver notre position de leader et de tirer parti de nos possibilités de croissance sur nos segments de marché de prédilection.

Nous comptons cinq secteurs à présenter qui rendent compte de la façon dont les entreprises sont gérées.

Produits des activités ordinaires du troisième trimestre de 2023



Professionnels du droit

Ce secteur propose des services de recherche et des produits de gestion des flux de travaux aux cabinets d'avocats et aux autorités gouvernementales. Son offre est axée sur des services de recherche juridique conviviaux propulsés par des technologies de pointe et des solutions intégrées de gestion des processus juridiques alliant contenu, outils et analyses.



Grandes sociétés

Ce secteur propose aux entreprises clientes, tant des petites entreprises que des organisations multinationales, dont les sept plus grands cabinets d'experts-comptables du monde, la gamme complète des solutions technologiques de contenu que nous offrons à l'intention de leurs professionnels du droit, de la fiscalité, de la réglementation, de la conformité et des TI à l'interne.



Fiscalité et comptabilité

Ce secteur propose aux professionnels en fiscalité, en comptabilité et en audit des cabinets d'experts-comptables (autres que les sept plus grands cabinets du monde, qui sont servis par notre secteur Grandes sociétés) des outils de recherche et des produits de gestion des flux de travaux axés sur des solutions fiscales conviviales et des solutions de gestion automatisée des processus fiscaux.



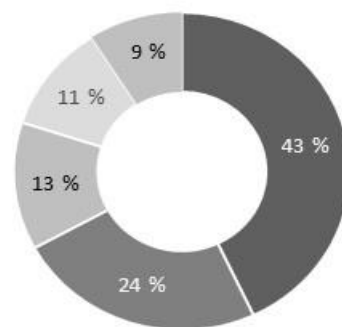
Reuters News

Ce secteur fournit des services de nouvelles économiques, financières et internationales aux groupes de médias, aux professionnels et aux consommateurs du monde entier par l'intermédiaire de l'agence de presse Reuters, de Reuters.com, de Reuters Events, des produits de Thomson Reuters et aux professionnels des marchés financiers exclusivement par le truchement des produits de LSEG.

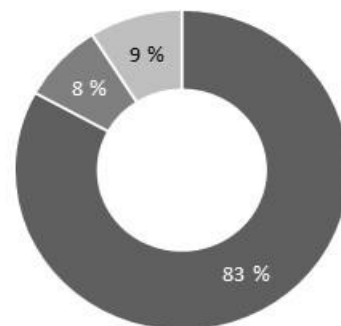


Publications mondiales

Ce secteur fournit des renseignements juridiques et fiscaux, essentiellement sous forme imprimée, à ses clients du monde entier.



- Professionnels du droit (43 %)
- Grandes sociétés (24 %)
- Fiscalité et comptabilité (13 %)
- Reuters News (11 %)
- Publications mondiales (9 %)



- Produits récurrents (83 %)
- Transactions (8 %)
- Publications mondiales (9 %)

Nous désignons nos secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité pris collectivement comme nos « 3 grands secteurs ».

Nos secteurs d'activité sont soutenus par le siège social, qui assure la gestion de nos activités commerciales et technologiques, notamment celles visant nos capacités de vente, l'expérience client numérique et l'élaboration de produits et de contenu, ainsi que nos installations à l'échelle mondiale. Les coûts liés à ces activités sont imputés à nos secteurs d'activité. Nous présentons aussi de l'information sur le poste « Charges liées au siège social », qui comprend les charges liées aux fonctions générales gérées de manière centrale, telles que les finances, le contentieux et les ressources humaines. En 2022, les charges liées au siège social comprenaient également les charges liées au programme de transformation.

Faits saillants financiers

Au cours du troisième trimestre de 2023, nous avons poursuivi sur notre lancée malgré le contexte macroéconomique et géopolitique toujours incertain. Bien que la perte de produits tirés des entreprises vendues ait fait reculer à 1 % la croissance totale des produits des activités ordinaires, nous avons enregistré une croissance interne de 6 % qui rend compte de l'accroissement des produits récurrents et des produits tirés des transactions de nos 3 grands secteurs. La marge du BAIIA ajusté a augmenté pour atteindre 39,6 % pour le troisième trimestre de 2023, alors qu'elle a été de 34,0 % pour le troisième trimestre de 2022, bénéficiant de la hausse des produits des activités ordinaires et de la baisse des coûts attribuable aux investissements effectués dans le cadre du programme de transformation au cours de la période correspondante de l'exercice précédent ainsi qu'au calendrier des charges qui, à notre avis, devrait essentiellement se normaliser au quatrième trimestre de 2023.

Les performances de Westlaw, de Practical Law, de HighQ, de Confirmation et de nos activités internationales se sont maintenues à un niveau élevé et nous sommes satisfaits du rendement de SurePrep, notre récente acquisition. En outre, le resserrement des budgets discrétionnaires des clients dans quelques-uns de nos secteurs d'activité se poursuit, y compris dans notre secteur Grandes sociétés, où les cycles de vente continuent de s'allonger, ainsi que dans l'entreprise Events et dans nos activités liées à la publicité numérique de notre secteur Reuters News, où la croissance a ralenti. Compte tenu de l'élan continu de nos activités, nous maintenons nos perspectives pour l'ensemble de l'exercice en ce qui a trait à la croissance interne des produits des activités ordinaires, à la marge du BAIIA ajusté et aux flux de trésorerie disponibles. Se reporter à la rubrique « Perspectives » du présent rapport de gestion pour un complément d'information sur nos perspectives pour 2023.

Nous continuons de tirer parti des possibilités que l'intelligence artificielle générative nous offre. Au troisième trimestre de 2023, nous avons fait l'acquisition, pour 650 M\$, de Casetext, qui utilise l'intelligence artificielle et l'apprentissage machine pour permettre aux professionnels du droit de travailler plus efficacement. Nous avons également acquis Imagen Ltd, une entreprise de gestion d'actifs médiatiques, qui fait désormais partie de notre secteur Reuters News.

Notre capacité d'accès à des capitaux et notre liquidité demeurent un atout important. Au cours des neuf premiers mois de 2023, nous avons vendu environ 55,1 millions d'actions de LSEG pour un produit brut de 5,4 G\$. En juin 2023, nous avons redistribué environ 2,0 G\$ de ce produit à nos actionnaires dans le cadre d'une opération de remboursement de capital, ce qui a réduit de 15,8 millions le nombre de nos actions ordinaires en circulation. Le 1^{er} novembre 2023, nous avons annoncé le renouvellement de notre offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités, aux termes de laquelle nous prévoyons le rachat d'actions ordinaires d'un montant maximal de 1,0 G\$. Plus tôt cette année, nous avons mené à terme notre régime de rachat d'actions de 2,0 G\$ avec le rachat d'un montant de 718 M\$ de nos actions ordinaires. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion pour obtenir plus d'informations à ce sujet.

Résultats d'exploitation

Nos produits des activités ordinaires et notre bénéfice d'exploitation consolidés sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque nous comptabilisons une part importante de nos produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats et que nous engageons habituellement nos coûts uniformément tout au long de l'exercice. Néanmoins, nos produits des activités ordinaires d'un trimestre à l'autre peuvent être touchés par le lancement de certains produits fiscaux, qui sont habituellement plus concentrés au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre de l'exercice. Le calendrier des coûts liés au programme de transformation a influé sur le caractère saisonnier de nos charges et de notre bénéfice d'exploitation en 2022.

La rubrique ci-après fait état de mesures non conformes aux IFRS dans les cas indiqués. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Résultats consolidés

	Trimestres clos les 30 septembre				Périodes de neuf mois closes les 30 septembre			
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)	2023	2022	Variation		2023	2022	Variation	
			Total	Devises constantes			Total	Devises constantes
Mesures financières conformes aux IFRS								
Produits des activités ordinaires	1 594	1 574	1 %		4 979	4 862	2 %	
Bénéfice d'exploitation	441	398	11 %		1 774	1 203	47 %	
Résultat dilué par action	0,80 \$	0,47 \$	70 %		4,31 \$	2,30 \$	87 %	
Mesures financières non conformes aux IFRS								
Produits des activités ordinaires	1 594	1 574	1 %	1 %	4 979	4 862	2 %	3 %
Croissance interne des produits des activités ordinaires				6 %				6 %
BAlIA ajusté	632	535	18 %	17 %	1 971	1 696	16 %	16 %
Marge du BAlIA ajusté	39,6 %	34,0 %	560 pb	550 pb	39,5 %	34,9 %	460 pb	430 pb
BAlIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer	499	391	28 %		1 592	1 289	24 %	
Marge du BAlIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer	31,3 %	24,8 %	650 pb		31,9 %	26,5 %	540 pb	
Résultat ajusté par action	0,82 \$	0,58 \$ ¹⁾	41 %	41 %	2,53 \$	1,87 \$ ¹⁾	35 %	35 %
3 grands secteurs								
Produits des activités ordinaires	1 282	1 264	1 %	1 %	4 039	3 916	3 %	4 %
Croissance interne des produits des activités ordinaires				7 %				7 %
BAlIA ajusté	566	530	7 %	6 %	1 784	1 638	9 %	9 %
Marge du BAlIA ajusté	44,0 %	41,9 %	210 pb	210 pb	44,0 %	41,8 %	220 pb	200 pb

1) Au troisième trimestre de 2023, nous avons modifié notre définition du résultat ajusté et du résultat ajusté par action afin d'exclure la dotation aux amortissements des logiciels acquis. Les montants des périodes correspondantes de 2022 ont été révisés afin de rendre compte de la présentation adoptée pour la période écoulée. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires.

Produits des activités ordinaires

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 septembre					Périodes de neuf mois closes les 30 septembre				
	2023	2022	Variation			2023	2022	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	1 323	1 291	2 %	2 %	7 %	3 969	3 882	2 %	3 %	6 %
Produits tirés des transactions	134	137	(2) %	(2) %	9 %	602	550	9 %	10 %	9 %
Produits du secteur Publications mondiales	137	146	(6) %	(5) %	(4) %	408	430	(5) %	(4) %	(3) %
Produits des activités ordinaires	1 594	1 574	1 %	1 %	6 %	4 979	4 862	2 %	3 %	6 %

Les produits des activités ordinaires se sont accrus de 1 % au total et en devises constantes pour le troisième trimestre, la croissance des produits récurrents ainsi que l'apport des acquisitions (principalement SurePrep en janvier 2023) ayant été largement contrebalancés par la perte de produits provenant des entreprises que nous avons vendues. Les mouvements du change n'ont eu aucune incidence sur la croissance des produits des activités ordinaires consolidés au cours du trimestre. Le total des produits des activités ordinaires a affiché une croissance interne de 6 %, en raison de la hausse de 7 % des produits récurrents (83 % du total des produits des activités ordinaires) et de l'augmentation de 9 % des produits tirés des transactions. Les produits du secteur Publications mondiales ont affiché un recul de 4 % en ce qui a trait à la croissance interne.

Pour la période de neuf mois, les produits des activités ordinaires se sont accrus de 2 % au total et de 3 % en devises constantes. Les mouvements du change ont eu une incidence négative de 1 % sur la croissance des produits des activités ordinaires consolidés. Les cessions ont eu un effet défavorable sur le taux de croissance total des produits des activités ordinaires. Le total des produits des activités ordinaires a affiché une croissance interne de 6 %, en raison de la hausse de 6 % des produits récurrents (80 % du total des produits des activités ordinaires) et de l'augmentation de 9 % des produits tirés des transactions. Les produits du secteur Publications mondiales ont affiché un recul de 3 % en ce qui a trait à la croissance interne.

Pour le troisième trimestre, les produits des activités ordinaires de nos 3 grands secteurs se sont accrus de 1 % au total et en devises constantes. La croissance interne des produits des activités ordinaires s'est établie à 7 %, ce qui s'explique par la hausse de 7 % des produits récurrents et de 9 % des produits tirés des transactions. Pour la période de neuf mois, les produits des activités ordinaires de nos 3 grands secteurs se sont accrus de 3 % au total et de 4 % en devises constantes. Les mouvements du change ont eu une incidence négative de 1 % sur la croissance des produits des activités ordinaires. Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne de 7 %, en raison de la hausse de 7 % des produits récurrents et de l'augmentation de 10 % des produits tirés des transactions. Pour le trimestre et les neuf premiers mois de 2023, nos 3 grands secteurs ont représenté environ 80 % et 81 %, respectivement, du total de nos produits des activités ordinaires.

Pour la période de neuf mois, l'incidence négative des mouvements du change sur la croissance des produits des activités ordinaires découle du raffermissement du dollar américain par rapport à la plupart des grandes devises, notamment la livre sterling, le dollar canadien et le peso argentin, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Bénéfice d'exploitation, BAIIA ajusté et BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer

Au cours du troisième trimestre, le bénéfice d'exploitation a augmenté de 11 %, en raison de la hausse des produits des activités ordinaires et de la baisse des coûts. Pour la période de neuf mois, le bénéfice d'exploitation s'est accru de 47 % du fait du profit réalisé à la vente de notre participation majoritaire dans l'entreprise Elite. L'accroissement des produits des activités ordinaires, la baisse des coûts et le profit à la vente d'une filiale à une société affiliée à Woodbridge ont également contribué à la croissance du bénéfice d'exploitation au cours de la période de neuf mois. Se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » du présent rapport de gestion pour un complément d'information sur nos transactions avec Woodbridge.

Pour le troisième trimestre, le BAIIA ajusté s'est accru de 18 % en raison de la hausse des produits des activités ordinaires et de la baisse des coûts. La marge connexe a augmenté pour passer de 34,0 % à la période correspondante de l'exercice précédent à 39,6 %. La baisse des coûts résulte des investissements effectués dans le cadre du programme de transformation au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, qui ont eu un effet favorable de 290 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté, et du calendrier des charges qui, à notre avis, devrait essentiellement se normaliser au quatrième trimestre. Les mouvements du change ont eu une incidence de 10 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté.

Pour la période de neuf mois, le BAIIA ajusté, qui ne tient également pas compte du profit réalisé à la vente d'Elite et à la vente susmentionnée de notre filiale à Woodbridge ainsi que d'autres ajustements, s'est accru de 16 % en raison de la hausse des produits des activités ordinaires et de la baisse des coûts. La marge connexe a augmenté pour passer de 34,9 % pour la période correspondante de l'exercice précédent à 39,5 %. Tout comme pour le trimestre, la baisse des coûts résulte des investissements effectués dans le cadre du programme de transformation au cours de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui a eu un effet favorable de 220 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté. Les mouvements du change ont eu une incidence de 30 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté.

Pour les deux périodes, le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer et la marge connexe ont progressé du fait de la hausse du BAIIA ajusté et de la baisse des dépenses d'investissement à payer.

Charges d'exploitation

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 septembre				Périodes de neuf mois closes les 30 septembre			
	2023	2022	Variation		2023	2022	Variation	
			Total	Devises constantes			Total	Devises constantes
Charges d'exploitation	958	1 023	(6) %	(8) %	3 022	3 145	(4) %	(4) %
Déduire : ajustements de juste valeur¹⁾	6	16			1	21		
Charges d'exploitation, compte non tenu des ajustements de juste valeur	964	1 039	(7) %	(8) %	3 023	3 166	(5) %	(4) %

1) Les ajustements de juste valeur représentent essentiellement les profits et pertes sur les soldes intragroupe survenant dans le cours normal des activités attribuables aux variations des cours de change.

Pour les deux périodes, les charges d'exploitation, compte non tenu des ajustements de juste valeur, ont diminué au total et en devises constantes. Cette diminution s'explique par les économies de coûts ayant découlé de l'achèvement de notre programme de transformation en 2022, par la baisse des charges liée aux entreprises vendues et par le calendrier favorable des charges liées à la rémunération incitative, à l'intégration des entreprises acquises et aux initiatives de productivité. Nous prévoyons que le calendrier de nos charges devrait essentiellement se normaliser au quatrième trimestre. Ces éléments ont plus que compensé la hausse des coûts liés aux acquisitions et l'augmentation des charges liées aux produits, à la commercialisation et aux ventes.

Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
(en millions de dollars américains)	2023	2022	Variation	2023	2022	Variation
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	28	34	(20) %	87	110	(21) %
Dotation aux amortissements des logiciels						
Développement en interne	111	112	(1) %	329	327	1 %
Logiciels acquis	21	7	191 %	48	27	78 %
Total de la dotation aux amortissements des logiciels	132	119	11 %	377	354	6 %
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	24	25	(3) %	72	76	(4) %

- Pour les deux périodes, la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles a diminué en raison de l'achèvement de l'amortissement de certains actifs acquis au cours d'exercices antérieurs.
- Le total de la dotation aux amortissements des logiciels a augmenté au cours des deux périodes en raison des acquisitions.
- Le total de la dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables a diminué au cours des deux périodes puisque l'achèvement de l'amortissement d'actifs acquis au cours d'exercices antérieurs a plus que contrebalancé les charges associées aux récentes acquisitions.

Autres (pertes) profits d'exploitation, montant net

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2023	2022	2023	2022
Autres (pertes) profits d'exploitation, montant net	(11)	25	353	26

Pour le troisième trimestre de 2023, le montant net des autres (pertes) profits d'exploitation a été négligeable. Les résultats des neuf premiers mois de 2023 comprennent un profit de 347 M\$ à la vente de notre participation majoritaire dans l'entreprise Elite et un profit de 23 M\$ à la vente d'une filiale canadienne en propriété exclusive à une société affiliée à Woodbridge (se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » du présent rapport de gestion pour un complément d'information). Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2022, le montant net des autres profits d'exploitation tenait compte de profits découlant de la vente de deux entreprises secondaires.

Charge d'intérêts, montant net

	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
(en millions de dollars américains)	2023	2022	Variation	2023	2022	Variation
Charge d'intérêts, montant net	32	48	(35) %	121	145	(17) %

Pour les deux périodes, le montant net de la charge d'intérêts a diminué en raison du produit d'intérêts lié aux produits tirés de la vente de nos actions de LSEG et de produits de 12 M\$ relatifs aux intérêts courus liés à la reprise de provisions pour impôt, qui ont plus que contrebalancé la hausse de la charge d'intérêts liée aux emprunts sous forme de papier commercial et au montant net des obligations au titre des régimes de retraite. Puisque la presque totalité de nos titres de créance à long terme porte intérêt à taux fixe (après déduction des swaps), le montant net de la charge d'intérêts sur nos emprunts à terme est essentiellement inchangé comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Autres (produits) charges financiers

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2023	2022	2023	2022
Autres (produits) charges financiers	(117)	(448)	75	(862)

Pour le troisième trimestre de 2023, les autres produits financiers comprennent des profits de 67 M\$ attribuables aux contrats de change visant à réduire le risque de change sur une partie de notre participation indirecte dans LSEG, qui est libellée en livres sterling, ainsi que le montant net des profits de change sur les ententes de financement intragroupe. Pour la période de neuf mois, les autres charges financières comprennent des pertes de 68 M\$ attribuables aux contrats de change ainsi que des pertes de change nettes sur les ententes de financement intragroupe.

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2022, les autres produits financiers comprenaient des profits de 353 M\$ et de 673 M\$, respectivement, attribuables aux contrats de change et aux profits de change nets sur les ententes de financement intragroupe.

Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2023	2022	2023	2022
YPL	(167)	(520)	828	(543)
Autres participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(7)	(5)	(13)	(9)
Quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(174)	(525)	815	(552)

Notre participation dans LSEG est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence puisque les actions de LSEG sont détenues par l'intermédiaire de YPL, sur laquelle nous exerçons une influence notable. La participation dans les actions de LSEG détenue par YPL est comptabilisée à la juste valeur, en fonction du cours de l'action de LSEG. Le placement dans LSEG étant libellé en livres sterling, la société a conclu une série de contrats de change pour atténuer le risque de change à l'égard de son placement. Se reporter à la rubrique « Participation dans LSEG » du présent rapport de gestion pour un complément d'information sur la vente d'actions de LSEG au cours des neuf premiers mois de 2023.

Notre quote-part (de la perte) du bénéfice après impôt de notre participation dans YPL se compose de ce qui suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2023	2022	2023	2022
(Diminution) augmentation du cours de l'action de LSEG	(111)	(2)	587	687
(Perte) profit de change sur les actions de LSEG	(107)	(543)	165	(1 317)
Dividendes	13	25	58	87
Perte sur contrat à terme	-	-	(77)	-
Perte sur options d'achat	(1)	-	(1)	-
Données historiques exclues de l'ajustement des capitaux propres ¹⁾	39	-	96	-
Total	(167)	(520)	828	(543)

- 1) Représentent les produits découlant de la comptabilisation d'une partie de l'incidence cumulative des opérations sur capitaux propres exclues de la participation de la société dans YPL.

(Produit) charge d'impôt

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2023	2022	2023	2022
(Produit) charge d'impôt	(18)	8	397	156

Les résultats du troisième trimestre de 2023 comprennent un produit d'impôt de 38 M\$ (133 M\$ en 2022) lié à la quote-part nous revenant de la perte des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et une charge d'impôt de 15 M\$ (81 M\$ en 2022) liée à d'autres produits financiers, principalement des profits sur les contrats de change liés à notre participation dans LSEG. Les résultats du troisième trimestre de 2023 comprennent également des produits de 61 M\$ se rapportant à la reprise de provisions pour impôt qui ne sont plus requises en raison de l'expiration de délais de prescription applicables.

Les résultats de la période de neuf mois close le 30 septembre 2023 comprennent une charge d'impôt de 195 M\$ (produit d'impôt de 150 M\$ en 2022) relativement à la quote-part nous revenant du bénéfice ou de la perte des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et d'un produit d'impôt de 16 M\$ (charge d'impôt de 159 M\$ en 2022) lié aux autres charges ou produits financiers. Les résultats de la période de neuf mois close le 30 septembre 2023 rendent compte également des produits de 61 M\$ se rapportant à la reprise de provisions pour impôt et des produits de 24 M\$ liés au règlement d'un contrôle fiscal, et des charges de 78 M\$ liées à la vente de notre participation majoritaire dans l'entreprise Elite.

En outre, le produit ou la charge d'impôt de chaque période tient compte des taux s'appliquant dans les divers territoires où les bénéfices et les pertes avant impôt sont comptabilisés. Puisque la répartition géographique du bénéfice ou de la perte avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle pour l'exercice complet, la charge ou le produit d'impôt de ces périodes n'est pas nécessairement représentatif du produit ou de la charge d'impôt pour l'exercice complet.

Divers ajustements comptables et diverses transactions survenus à chacune des périodes ont influé sur la comparabilité (du produit) de la charge d'impôt. Le tableau qui suit présente certaines composantes de notre (produit) charge d'impôt qui ont une incidence sur la comparabilité d'une période à l'autre, y compris (le produit) la charge d'impôt au titre d'éléments qui sont éliminés du résultat ajusté.

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2023	2022 ¹⁾	2023	2022 ¹⁾
Charge (produit) d'impôt				
Éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité :				
Changements ponctuels apportés à des positions fiscales incertaines ²⁾	(61)	-	(61)	-
Lois fiscales et taux d'impôt des sociétés ³⁾	-	-	1	(10)
Ajustements de l'impôt différé ⁴⁾	(1)	-	(4)	(35)
Total partiel	(62)	-	(64)	(45)
Impôt au titre de ce qui suit :				
Dotation aux amortissements des logiciels acquis ¹⁾	(5)	(2)	(12)	(6)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	(5)	(6)	(17)	(17)
Autres profits d'exploitation, montant net	(2)	5	75	5
Autres (charges) produits financiers	15	81	(16)	159
Quote-part du bénéfice (de la perte) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(38)	(133)	195	(150)
Autres éléments	4	2	2	3
Total partiel	(31)	(53)	227	(6)
Total	(93)	(53)	163	(51)

- 1) Données retraitées afin de rendre compte de la présentation adoptée pour la période écoulée. Se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires.
- 2) Se rapportent à la reprise de provisions pour impôt qui ne sont plus requises en raison de l'expiration de délais de prescription.
- 3) Se composent essentiellement des ajustements des soldes d'impôt différé par suite de modifications des taux d'impôt étatiques effectifs
- 4) Se rapportent essentiellement à la comptabilisation d'un actif d'impôt différé au titre d'une augmentation de l'assiette fiscale attribuable à une filiale non américaine. Les résultats des neuf premiers mois de 2022 comprennent aussi les ajustements requis pour une entreprise qui a été classée comme étant détenue en vue de la vente au cours de la période.

Les éléments susmentionnés ayant une incidence sur la comparabilité de notre charge ou produit d'impôt de chaque période, nous les éliminons de notre calcul du résultat ajusté, tout comme les éléments avant impôt auxquels ils sont liés. Le calcul de notre charge d'impôt ajustée est présenté ci-après :

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2023	2022	2023	2022
(Produit) charge d'impôt	(18)	8	397	156
Déduire : éléments susmentionnés ayant une incidence sur la comparabilité	93	53	(163)	51
Autres ajustements :				
Normalisation du taux d'impôt effectif de la période intermédiaire ¹⁾	(2)	-	1	(3)
Total de la charge d'impôt sur le résultat ajusté	73	61	235	204

- 1) Ajustement visant à refléter l'impôt aux taux d'impôt effectifs estimés pour l'ensemble de l'exercice. Le résultat conforme aux IFRS pour les périodes intermédiaires reflète généralement l'impôt établi aux taux d'impôt effectifs estimés de chacun des territoires où nous exerçons nos activités. L'ajustement non conforme aux IFRS permet de mieux répartir l'impôt estimé pour l'ensemble de l'exercice entre les périodes intermédiaires, mais il n'a pas d'effet sur le montant d'impôt de l'exercice.

Nous nous attendons à ce que, d'ici la fin de 2023, de nouvelles lois fiscales soient adoptées au Canada, lesquelles réduiront notre capacité à déduire la charge d'intérêts de notre résultat au Canada. Nous comptons donc accroître notre bénéfice imposable au Canada, afin d'y appliquer des pertes fiscales reportées en avant. Une fois la nouvelle législation adoptée, nous prévoyons comptabiliser dans notre état consolidé du résultat des pertes fiscales reportées en avant non comptabilisées ainsi que les actifs d'impôt différé correspondants, dont le montant pourrait être important.

Résultats des activités abandonnées

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2023	2022	2023	2022
(Perte) bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	(3)	(37)	21	(92)

Pour toutes les périodes, le bénéfice ou la perte lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt, se composait essentiellement de bénéfices ou de pertes découlant du solde de créances clients de LSEG relativement à une indemnisation fiscale. Les bénéfices ou les pertes étaient attribuables aux fluctuations des taux de change et d'intérêt.

Bénéfice net et résultat dilué par action

	Trimestres clos les 30 septembre				Périodes de neuf mois closes les 30 septembre			
			Variation				Variation	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	2023	2022	Total	Devises constantes	2023	2022	Total	Devises constantes
Mesures financières conformes aux IFRS								
Bénéfice net	367	228	61 %		2 017	1 120	80 %	
Résultat dilué par action	0,80 \$	0,47 \$	70 %		4,31 \$	2,30 \$	87 %	
Mesures financières non conformes aux IFRS¹⁾								
Résultat ajusté	375	279	35 %		1 183	908	30 %	
Résultat ajusté par action	0,82 \$	0,58 \$	41 %	41 %	2,53 \$	1,87 \$	35 %	35 %

1) Au troisième trimestre de 2023, nous avons modifié notre définition du résultat ajusté et du résultat ajusté par action afin d'exclure la dotation aux amortissements des logiciels acquis. Les montants des périodes correspondantes de 2022 ont été révisés afin de rendre compte de la présentation adoptée pour la période écoulée. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Le bénéfice net et le résultat dilué par action ont augmenté au cours du troisième trimestre en raison de la hausse du bénéfice d'exploitation et de la réduction de la charge d'impôt. Bien que les résultats des deux périodes rendent compte des diminutions de la valeur de notre participation dans LSEG, déduction faite des profits liés aux contrats de change, les résultats du troisième trimestre de 2023 ont été avantagés par une réduction nette inférieure. Les hausses pour la période de neuf mois s'expliquent par l'accroissement du bénéfice d'exploitation et l'augmentation de la valeur de notre participation dans LSEG, déduction faite des variations de la valeur des contrats de change connexes.

Le résultat ajusté et le résultat ajusté par action, dont sont exclus les variations de la valeur de notre participation dans LSEG et les profits sur les contrats de change connexes ainsi que d'autres ajustements, ont augmenté pour les deux périodes en raison principalement de la hausse du BAIIA ajusté. Le résultat ajusté par action a également été avantagé par la réduction du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation en raison des rachats d'actions et de notre opération de remboursement de capital en juin 2023.

Résultats sectoriels

Le texte qui suit est une analyse de nos cinq secteurs à présenter et des charges liées au siège social pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2023. Nous évaluons les produits des activités ordinaires de chaque secteur et des entreprises au sein de chaque secteur en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. Se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour obtenir des renseignements supplémentaires.

Professionnels du droit

	Trimestres clos les 30 septembre					Périodes de neuf mois closes les 30 septembre				
			Variation					Variation		
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2023	2022	Total	Devises constantes	Croissance interne	2023	2022	Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	661	658	-	-	6 %	2 000	1 967	2 %	2 %	6 %
Produits tirés des transactions	27	43	(38) %	(37) %	12 %	107	132	(19) %	(18) %	7 %
Produits des activités ordinaires	688	701	(2) %	(2) %	6 %	2 107	2 099	-	1 %	6 %
BAIIA ajusté sectoriel	338	324	4 %	3 %		1 001	933	7 %	7 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	49,1 %	46,2 %	290 pb	260 pb		47,5 %	44,5 %	300 pb	280 pb	

Les produits des activités ordinaires ont diminué au total et en devises constantes au troisième trimestre en raison de la perte de produits des entreprises vendues. Pour la période de neuf mois, les produits des activités ordinaires ont légèrement augmenté au total et en devises constantes et rendent compte de la même incidence attribuable aux entreprises vendues.

Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne pour les deux périodes en raison de l'accroissement des produits récurrents (96 % du secteur Professionnels du droit au troisième trimestre de 2023), alimenté par Westlaw, Practical Law et HighQ ainsi que par les activités internationales du secteur. La cession de l'entreprise Elite a par ailleurs influé positivement sur la croissance interne des produits des activités ordinaires du secteur. Les produits tirés des transactions (4 % du secteur Professionnels du droit au troisième trimestre de 2023) ont enregistré une croissance interne pour les deux périodes, principalement en raison de notre secteur des services aux gouvernements.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont augmenté pour les deux périodes, surtout en raison de la baisse des charges. Les mouvements du change ont eu un effet favorable sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel de 30 pb pour le troisième trimestre et de 20 pb pour la période de neuf mois.

Grandes sociétés

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre					Périodes de neuf mois closes les 30 septembre				
	2023	2022	Variation			2023	2022	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	349	330	6 %	5 %	8 %	1 015	968	5 %	5 %	8 %
Produits tirés des transactions	42	43	(3) %	(4) %	(2) %	203	189	7 %	7 %	5 %
Produits des activités ordinaires	391	373	5 %	4 %	7 %	1 218	1 157	5 %	5 %	7 %
BAIIA ajusté sectoriel	164	147	12 %	11 %		481	443	9 %	9 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	41,9 %	39,2 %	270 pb	280 pb		39,4 %	38,2 %	120 pb	110 pb	

Les produits des activités ordinaires ont augmenté au total et en devises constantes pour les deux périodes, mais ils ont subi le contrecoup de la perte de produits des entreprises vendues. Les augmentations sont attribuables à la hausse des produits récurrents (89 % du secteur Grandes sociétés pour le troisième trimestre de 2023). Les produits tirés des transactions (11 % du secteur Grandes sociétés pour le troisième trimestre de 2023) ont accusé un recul au troisième trimestre.

Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne pour le troisième trimestre en dépit de l'allongement du cycle de vente du secteur. L'augmentation des produits récurrents, alimentée par Practical Law, HighQ, CLEAR et les entreprises en Amérique latine du secteur, a plus que contrebalancé la légère diminution des produits tirés des transactions. Pour la période de neuf mois, la croissance interne des produits des activités ordinaires rend compte de l'augmentation tant des produits récurrents que des produits tirés des transactions. Les produits tirés des transactions ont bénéficié de la croissance des entreprises Confirmation et Trust.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont augmenté pour le troisième trimestre en raison de la hausse des produits des activités ordinaires. Les charges sont essentiellement inchangées comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Les mouvements du change ont eu une incidence défavorable de 10 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel du trimestre. Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont augmenté au cours de la période de neuf mois en raison de la hausse des produits des activités ordinaires, qui a plus que compensé l'accroissement des charges. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 10 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel.

Fiscalité et comptabilité

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre					Périodes de neuf mois closes les 30 septembre				
	2023	2022	Variation			2023	2022	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	160	158	1 %	2 %	9 %	503	507	(1) %	-	8 %
Produits tirés des transactions	43	32	37 %	39 %	20 %	211	153	38 %	41 %	17 %
Produits des activités ordinaires	203	190	7 %	8 %	12 %	714	660	8 %	9 %	11 %
BAIIA ajusté sectoriel	64	59	8 %	10 %		302	262	15 %	16 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	31,2 %	31,0 %	20 pb	50 pb		41,6 %	39,7 %	190 pb	180 pb	

Les produits des activités ordinaires ont augmenté au total et en devises constantes pour les deux périodes sous l'effet de la croissance des produits tirés des transactions (21 % du secteur Fiscalité et comptabilité pour le troisième trimestre de 2023), ce qui rend compte de l'acquisition de SurePrep. Les produits récurrents (79 % du secteur Fiscalité et comptabilité pour le troisième trimestre de 2023) ont subi l'incidence défavorable de la perte de produits provenant des entreprises que nous avons vendues.

Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne pour les deux périodes en raison de la hausse des produits récurrents et des produits tirés des transactions. Les entreprises en Amérique latine du secteur ont contribué à l'augmentation des produits récurrents, alors que les entreprises Confirmation et SurePrep sont à l'origine de l'accroissement des produits tirés des transactions.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont progressé au cours des deux périodes en raison de la hausse des produits des activités ordinaires et du calendrier des charges. Pour le troisième trimestre, les mouvements du change ont eu un effet défavorable de 30 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel, alors qu'ils ont eu un effet favorable de 10 pb pour la période de neuf mois.

Les activités du secteur Fiscalité et comptabilité affichent davantage de variations saisonnières que nos autres activités, un pourcentage plus élevé de ses produits des activités ordinaires étant habituellement enregistré au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre, en raison du lancement de certains produits fiscaux. En conséquence, la marge de rendement de ce secteur est généralement plus élevée aux premier et quatrième trimestres puisque nous engageons habituellement les coûts plus uniformément tout au long de l'exercice.

Reuters News

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre					Périodes de neuf mois closes les 30 septembre				
	2023	2022	Variation			2023	2022	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	158	152	4 %	3 %	3 %	468	459	2 %	2 %	2 %
Produits tirés des transactions	22	19	17 %	12 %	9 %	81	76	6 %	2 %	2 %
Produits des activités ordinaires	180	171	6 %	5 %	3 %	549	535	3 %	2 %	2 %
BAIIA ajusté sectoriel	37	33	10 %	6 %		111	114	(3) %	(10) %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	20,4 %	19,7 %	70 pb	30 pb		20,1 %	21,4 %	(130) pb	(280) pb	

Les produits des activités ordinaires ont augmenté au total, en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne pour les deux périodes en raison de la hausse des prix contractuels pour l'entente aux termes de laquelle le secteur fournira des nouvelles et du contenu éditorial à l'entreprise de services de données et d'analyse de LSEG ainsi que de la croissance des produits tirés des transactions et de la publicité numérique.

Reuters News et l'entreprise de services de données et d'analyse de LSEG ont conclu une entente aux termes de laquelle Reuters News fournit des nouvelles et du contenu éditorial à LSEG jusqu'au 1^{er} octobre 2048. Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2023, Reuters News a constaté des produits des activités ordinaires de 92 M\$ (90 M\$ en 2022) et de 276 M\$ (270 M\$ en 2022), respectivement, aux termes de cette entente.

L'augmentation du BAIIA ajusté sectoriel et de la marge connexe pour le troisième trimestre est surtout attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires. Pour la période de neuf mois, le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont diminué principalement en raison de l'augmentation des charges, qui englobent nos investissements dans l'entreprise. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 40 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel pour le troisième trimestre, et de 150 pb pour la période de neuf mois.

Publications mondiales

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 septembre					Périodes de neuf mois closes les 30 septembre				
	2023	2022	Variation			2023	2022	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits des activités ordinaires	137	146	(6) %	(5) %	(4) %	408	430	(5) %	(4) %	(3) %
BAIIA ajusté sectoriel	55	50	9 %	8 %		158	153	3 %	3 %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	39,6 %	34,4 %	520 pb	480 pb		38,6 %	35,6 %	300 pb	280 pb	

Les produits des activités ordinaires ont diminué au total, en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne pour les deux périodes. La diminution de la croissance interne est conforme à nos attentes; quant aux produits des activités ordinaires au total et en devises constantes, ils ont également subi le contrecoup de la perte de produits tirés des entreprises vendues.

Le BAIIA ajusté sectoriel et la marge connexe ont augmenté pour les deux périodes en raison de la baisse des charges, qui reflète le calendrier favorable des coûts de rédaction et des autres coûts de main-d'œuvre et qui a plus que contrebalancé la baisse des produits des activités ordinaires. Les mouvements du change ont eu une incidence favorable de 40 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel pour le troisième trimestre, et de 20 pb pour la période de neuf mois.

Charges liées au siège social

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains)	2023	2022	2023	2022
Charges liées au siège social	26	78	82	209

Les charges liées au siège social ont diminué en raison surtout des coûts de 47 M\$ et de 111 M\$ engagés dans le cadre du programme de transformation au cours des périodes correspondantes de l'exercice précédent, soit le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2022.

Participation dans LSEG

Nous détenons indirectement des actions de LSEG par le truchement de YPL, une entité que nous détenons conjointement avec le consortium de Blackstone ainsi que certains membres actuels de LSEG et anciens membres de la haute direction de Refinitiv.

Au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2023, nous avons reçu des montants de 1,5 G\$ et de 5,4 G\$, respectivement, au titre des transactions décrites ci-dessous. De ces montants, des tranches de 1,5 G\$ et de 5,2 G\$ ont été reçues au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2023, respectivement, sous forme de dividendes de YPL.

- Le 31 janvier 2023, la société et le consortium de Blackstone ont collectivement vendu 21,2 millions d'actions de LSEG conjointement détenues par le truchement de YPL à Microsoft, au prix fixe de 94,50 \$ US l'action. Nous avons tiré un produit brut d'environ 1,0 G\$ de la vente de 10,5 millions d'actions indirectement détenues par la société. Parallèlement à la vente d'actions à Microsoft, LSEG a modifié les modalités des dispositions contractuelles de blocage convenues antérieurement entre LSEG et le consortium de Blackstone et les entités de Thomson Reuters qui détiennent les actions de LSEG.
- Le 8 mars 2023, la société et le consortium de Blackstone ont vendu collectivement 28 millions d'actions dont ils sont copropriétaires au prix de 71,50 £ l'action dans le cadre d'un placement auprès d'investisseurs institutionnels et d'une offre aux investisseurs particuliers. Nous avons tiré de la vente de 13,6 millions d'actions que la société détenait indirectement un produit brut d'environ 1,3 G\$, qui comprenait un montant d'environ 96 M\$ au titre du règlement des contrats de change visant à atténuer le risque de change sur cette participation.
- Le 19 mai 2023, la société et le consortium de Blackstone ont vendu collectivement 33 millions d'actions dont ils étaient copropriétaires au prix de 80,50 £ l'action dans le cadre d'un placement auprès d'investisseurs institutionnels et d'investisseurs particuliers. Nous avons tiré de la vente de 15,3 millions d'actions que la société détenait indirectement un produit brut d'environ 1,6 G\$, qui comprend un montant d'environ 28 M\$ au titre du règlement de contrats de change visant à atténuer le risque de change sur cette participation.
- Le 7 septembre 2023, le consortium de Blackstone et la société ont collectivement vendu 35 millions d'actions conjointement détenues au prix de 79,50 £ l'action dans le cadre d'un placement auprès d'investisseurs institutionnels et d'investisseurs particuliers. Nous avons tiré de la vente de 15,0 millions d'actions que la société détenait indirectement un produit brut d'environ 1,5 G\$, qui comprend un montant d'environ 27 M\$ au titre du règlement de contrats de change visant à atténuer le risque de change sur cette participation. Nous avons également reçu des dividendes de 8 M\$ de YPL relativement à la vente d'options d'achat dont il est question plus loin.
- Au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2023, LSEG a racheté 0,2 million et 1,7 million d'actions ordinaires, respectivement, auprès de YPL dans le cadre d'un programme de rachat sur le marché libre annoncé par LSEG en août 2022. Au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2023, nous avons reçu un produit d'environ 8 M\$ et 70 M\$ lié à la vente d'environ 0,1 million et 0,8 million d'actions, respectivement, que la société détenait indirectement dans le cadre de cette opération de rachat.

Au 30 septembre 2023, la société détenait indirectement environ 16,9 millions d'actions de LSEG. Dans le cadre des transactions de septembre 2023 décrites ci-dessus, YPL a conclu des options d'achat visant la vente d'environ 8,2 millions d'actions de LSEG échéant en 2023 et en 2024 si le prix des actions de LSEG dépasse certains montants. Les options d'achat détenues par la société couvrent environ 3,5 millions d'actions. Les quelque 13,4 millions d'actions de LSEG détenues par la société et non visées par des options d'achat sont assujetties à des dispositions de blocage modifiées aux termes desquelles la société peut vendre environ 6,1 millions d'actions entre le 2 mars 2024 et le 29 janvier 2025 et environ 7,3 millions d'actions par la suite.

Nous avons payé des impôts de 501 M\$ pour les neuf premiers mois de 2023 et prévoyons payer d'ici la fin de l'exercice un impôt d'environ 170 M\$ sur ces actions vendues et pour le règlement des contrats de change connexes. Pour ce qui est du reste des actions, nous prévoyons payer un impôt sur les gains en capital de 25 % sur le produit supérieur à la valeur fiscale de 0,8 G\$.

Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du rapport de gestion pour de plus amples renseignements sur l'utilisation du produit de la vente d'actions de LSEG.

Compte tenu de la réduction de sa participation en 2023, YPL ne peut nommer qu'un administrateur de LSEG non membre de la direction au conseil. Par conséquent, Thomson Reuters n'a plus le droit de nommer un représentant au conseil de LSEG.

Au 31 octobre 2023, la valeur de marché de notre participation dans LSEG s'établissait à environ 1,7 G\$, en fonction du cours de clôture de l'action de LSEG à cette date et à environ 16,9 millions d'actions.

Situation de trésorerie et sources de financement

Traditionnellement, nous avons observé une stratégie rigoureuse en matière de capital qui met en équilibre la croissance, l'endettement à long terme, les notations de crédit et la redistribution de trésorerie aux actionnaires. Nous nous assurons de disposer de la capacité d'investissement nécessaire pour accroître nos produits des activités ordinaires tant en interne qu'au moyen d'acquisitions, tout en maintenant notre endettement à long terme et la qualité de notre crédit et en continuant à redistribuer de la trésorerie à nos actionnaires. Nos principales sources de liquidités sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Par ailleurs, de temps à autre, nous émettons du papier commercial, empruntons aux termes de notre facilité de crédit et émettons des titres de créance. Nous utilisons nos liquidités principalement pour le financement des remboursements sur la dette, le service de la dette, le versement de dividendes, les dépenses d'investissement, les rachats d'actions et les acquisitions.

Au cours des neuf premiers mois de 2023, nous avons touché un produit brut de 5,4 G\$, qui comprenait le règlement de contrats de change, tiré de la vente d'environ 55,1 millions d'actions de LSEG. En juin 2023, nous avons redistribué une tranche de 2,0 G\$ de ce produit aux actionnaires au moyen d'une opération de remboursement de capital. Le 1^{er} novembre 2023, nous avons annoncé le renouvellement de notre offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités visant le rachat d'actions ordinaires d'une valeur maximale de 1,0 G\$. Nous prévoyons affecter le reste du produit à la recherche de possibilités de croissance interne et externe dans les secteurs clés ainsi qu'aux besoins généraux de l'entreprise. À titre d'exemple, nous avons fait l'acquisition, en 2023, de Casetext, Inc., une entreprise qui utilise l'intelligence artificielle et l'apprentissage machine pour permettre aux professionnels du droit de travailler plus efficacement, d'Imagen Ltd, une entreprise de gestion d'actifs médiatiques qui fait désormais partie du secteur Reuters News, et de SurePrep LLC, fournisseur de logiciels et de services d'automatisation fiscale. Nous prévoyons continuer de vendre des actions de LSEG en tranches, sous réserve des dispositions contractuelles de blocage. Ces produits devraient nous donner de nouvelles possibilités d'investir et de redistribuer de la trésorerie à nos actionnaires [se reporter à la rubrique « Participation dans LSEG » ainsi qu'aux paragraphes « Rachats d'actions – Offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat ») » et « Remboursement de capital et regroupement d'actions » du présent rapport de gestion pour un complément d'information].

Notre stratégie en matière de capital a renforcé notre structure du capital et notre situation de trésorerie. Notre approche disciplinée et notre modèle d'entreprise permettant de générer de la trésorerie nous ont permis de faire face à la volatilité économique des dernières années causée par des facteurs macroéconomiques et géopolitiques, tout en continuant d'investir dans nos activités. Bien que nous surveillions de près les perturbations mondiales causées par l'invasion de l'Ukraine par la Russie et le conflit en cours entre Israël et le Hamas, nos activités dans ces régions ne sont pas significatives pour notre entreprise.

Nous prévoyons que le levier d'exploitation de nos activités augmentera nos flux de trésorerie disponibles si nos produits des activités ordinaires augmentent, comme le prévoient nos perspectives. Nous ciblons un ratio d'endettement maximal de 2,5 fois la dette nette sur le BAIIA ajusté et nous nous sommes donné comme objectif de distribuer de 50 % à 60 % de nos flux de trésorerie disponibles prévus sous forme de dividendes à nos actionnaires.

Au 30 septembre 2023, nos fonds en caisse s'élevaient à 2,5 G\$, y compris une partie du produit de la vente d'actions de LSEG. Par conséquent, notre ratio d'endettement, correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté, s'établissait à 0,8 pour 1 au 30 septembre 2023, ce qui est bien inférieur au ratio cible de 2,5 pour 1. Calculé aux termes de la clause restrictive de notre facilité de crédit, ce ratio s'établissait à 0,7 pour 1 au 30 septembre 2023, ce qui est aussi bien en deçà du ratio d'endettement maximal de 4,5 pour 1 permis par la facilité de crédit. Nos prochaines échéances de la dette sont prévues pour novembre 2023 et septembre 2024. Nous avons l'intention de rembourser notre emprunt à terme de 600 M\$ à même les fonds en caisse à son échéance en novembre 2023.

Nous estimons que nos sources de trésorerie existantes seront suffisantes pour nous permettre de financer nos besoins en trésorerie attendus dans le cours normal de nos activités pour les 12 prochains mois.

Certaines informations présentées plus haut dans cette rubrique sont de nature prospective et doivent être lues en parallèle avec la rubrique « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs ».

Flux de trésorerie

Tableau consolidé sommaire des flux de trésorerie

	Trimestres clos les 30 septembre			Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		
(en millions de dollars américains)	2023	2022	Variation (en \$)	2023	2022	Variation (en \$)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	674	531	143	1 636	1 239	397
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	435	(93)	528	3 736	(526)	4 262
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(1 449)	(436)	(1 013)	(3 924)	(1 024)	(2 900)
Écarts de conversion	(2)	(4)	2	(1)	(8)	7
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(342)	(2)	(340)	1 447	(319)	1 766
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	2 858	461	2 397	1 069	778	291
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	2 516	459	2 057	2 516	459	2 057
Mesure non conforme aux IFRS¹⁾						
Flux de trésorerie disponibles	529	386	143	1 258	814	444

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Activités d'exploitation. Les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont augmenté au cours des deux périodes essentiellement en raison de l'accroissement de la trésorerie liée à l'augmentation des produits des activités ordinaires et à la diminution des charges, des paiements d'impôt moins élevés et des variations favorables du fonds de roulement.

Activités d'investissement. Les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2023 comprennent un produit de 1 517 M\$ et de 5 393 M\$, respectivement, tiré de la vente d'actions de LSEG et des dividendes de 13 M\$ et de 58 M\$, respectivement, liés à notre participation dans LSEG. Les résultats de la période de neuf mois reflètent également un produit de 418 M\$ tiré de la vente d'une participation majoritaire dans l'entreprise Elite. Ces entrées de trésorerie ont été contrebalancées en partie par des impôts de 273 M\$ et de 543 M\$ payés sur la vente d'actions de LSEG et de certaines autres entreprises, des dépenses d'investissement de 145 M\$ et de 412 M\$ et des dépenses d'acquisition de 678 M\$ et de 1 201 M\$ pour le troisième trimestre et la période de neuf mois, respectivement. Les résultats des deux périodes rendent compte des dépenses relatives à l'acquisition de Casetext et d'Imagen. Les résultats de la période de neuf mois incluent également l'acquisition de SurePrep. Se reporter à la rubrique « Participation dans LSEG » du présent rapport de gestion pour un complément d'information sur la vente des actions de LSEG décrite ci-dessus.

Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2022 comprennent des dépenses d'investissement de 152 M\$ et de 460 M\$ ainsi que des dépenses d'acquisition de 19 M\$ et de 190 M\$, respectivement. Ces sorties de trésorerie ont été contrebalancées en partie par des dividendes de YPL de 49 M\$ et de 111 M\$, respectivement, pour le troisième trimestre et la période de neuf mois, dont une partie était liée à la participation de YPL au programme de rachat d'actions de LSEG. Les résultats des deux périodes comprennent également le produit de la vente de certaines entreprises secondaires. Pour la période de neuf mois, les dépenses d'acquisition sont liées essentiellement à l'acquisition, en avril 2022, de ThoughtTrace, une entreprise qui utilise l'intelligence artificielle et l'apprentissage machine pour la lecture, le classement et la gestion des flux de documents.

Activités de financement. Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2023 rendent compte du remboursement d'emprunts aux termes de notre programme de papier commercial d'un montant net de 1 214 M\$ et de 443 M\$, respectivement. Les résultats de chaque période comprennent également les redistributions à nos actionnaires ordinaires. Les résultats du troisième trimestre reflètent des paiements de dividendes de 218 M\$, alors que ceux de la période de neuf mois rendent compte de redistributions de capital et d'un regroupement d'actions d'un montant de 2 045 M\$, de dividendes de 672 M\$ et de rachats d'actions de 718 M\$. Se reporter aux paragraphes « Programme de papier commercial », « Dividendes », « Rachats d'actions – offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat ») » et « Remboursement de capital et regroupement d'actions » ci-après pour obtenir de plus amples renseignements.

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2022, les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement reflètent des dividendes versés aux porteurs d'actions ordinaires et des rachats d'actions de 712 M\$ et de 1 325 M\$, respectivement, contrebalancés en partie par les emprunts aux termes de notre programme de papier commercial.

Trésorerie et équivalents de trésorerie. Au 30 septembre 2023, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient nettement supérieurs au solde au 31 décembre 2022, ce qui rend compte du solde du produit de la vente d'environ 55,1 millions d'actions de LSEG que nous détenions indirectement.

Flux de trésorerie disponibles. Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté pour les deux périodes principalement en raison de la hausse des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation. Les résultats des périodes correspondantes de l'exercice précédent comprenaient les investissements dans le cadre du programme de transformation. La baisse des dépenses d'investissement a eu un effet positif sur les flux de trésorerie disponibles du troisième trimestre et de la période de neuf mois; pour la période de neuf mois, le produit de la vente d'une filiale à une société affiliée à Woodbridge a également eu une incidence favorable.

Des renseignements supplémentaires sur notre dette et nos ententes de crédit, nos dividendes, nos rachats d'actions, notre remboursement de capital et notre regroupement d'actions sont présentés ci-après :

- **Programme de papier commercial.** Notre programme de papier commercial de 2,0 G\$ constitue un moyen efficient et flexible d'obtenir du financement à court terme. La valeur comptable du papier commercial en cours de 638 M\$ est inscrite dans la dette courante à l'état consolidé de la situation financière au 30 septembre 2023. Les émissions de papier commercial ont atteint un sommet de 1 840 M\$ au deuxième trimestre de 2023.
- **Facilité de crédit.** Nous disposons d'une facilité de crédit consortiale d'un montant de 2,0 G\$ qui vient à échéance en novembre 2027 et qui peut être utilisée pour obtenir des liquidités pour les besoins généraux de l'entreprise (notamment aux fins des acquisitions et du financement de notre programme de papier commercial). Il n'y avait aucun emprunt en cours aux termes de la facilité de crédit au 30 septembre 2023. Compte tenu de nos notations actuelles, le coût d'emprunt aux termes de la facilité est calculé en fonction des taux suivants : Term Secured Overnight Financing Rate (taux de financement à un jour garanti ou « SOFR »)/Euro Interbank Offered Rate (taux interbancaire offert en euro ou « Euribor »)/Simple Sterling Overnight Index Average (taux moyen au jour le jour de la livre sterling ou « SONIA ») majoré de 102,5 points de base. Nous pouvons également demander une augmentation de l'engagement des prêteurs jusqu'à concurrence d'un montant de 600 M\$, pour un engagement maximal relatif à la facilité de crédit de 2,6 G\$, sous réserve de l'approbation des prêteurs concernés. Si Moody's, S&P ou Fitch abaissaient leurs notations à l'égard de notre dette, les commissions et le coût d'emprunt de notre facilité de crédit augmenteraient, sans aucune conséquence toutefois sur la disponibilité de la facilité. À l'opposé, un relèvement de la notation pourrait réduire les commissions et le coût d'emprunt. Nous surveillons aussi les prêteurs qui sont parties à notre facilité et nous croyons qu'ils demeureront en mesure de nous prêter des fonds.

Nous garantissons les emprunts de nos filiales aux termes de la facilité de crédit. Nous sommes également tenus de maintenir un ratio de la dette nette, au sens donné à ce terme dans la convention de crédit (total de la dette après déduction des swaps, diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie), établie le dernier jour du trimestre, par rapport au BAIIA, selon la définition donnée dans la convention de crédit (bénéfice avant intérêts, impôt, dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et autres modifications décrites dans la convention de crédit), d'au plus 4,5 pour 1 pour les quatre derniers trimestres écoulés. Si nous réalisons une acquisition dont le prix d'achat dépassait 500 M\$, nous pourrions choisir, sous réserve de la présentation d'un avis, d'augmenter temporairement le ratio de la dette nette sur le BAIIA à 5,0 pour 1 à la fin du trimestre au cours duquel la transaction a été conclue et pour les trois trimestres de l'exercice suivant immédiatement la transaction. À la fin de cette période, le ratio reviendrait à 4,5 pour 1. Au 30 septembre 2023, nous respectons cette clause restrictive puisque notre ratio de la dette nette sur le BAIIA, calculé aux termes de notre facilité de crédit consortiale, s'établissait à 0,7 pour 1.

- **Dette à long terme.** Nous n'avons émis ni remboursé aucun titre de créance au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2023. Thomson Reuters Corporation et l'une de ses filiales américaines, TR Finance LLC, peuvent collectivement émettre, de temps à autre, des titres de créance non garantis d'une valeur maximale de 3,0 G\$, et ce, jusqu'au 29 juillet 2024 aux termes d'un prospectus préalable de base. Les titres émis par TR Finance LLC seront intégralement et inconditionnellement garantis à titre d'obligations non garanties par Thomson Reuters Corporation et trois filiales américaines garantes, qui sont aussi des filiales en propriété exclusive indirecte consolidées de Thomson Reuters Corporation. À l'exception de TR Finance LLC et des filiales garantes, aucune autre filiale de Thomson Reuters Corporation n'a fourni de garantie ou ne peut être tenue responsable relativement à tout titre de créance que pourrait émettre TR Finance LLC. Ni Thomson Reuters Corporation ni TR Finance LLC n'a émis de titre de créance aux termes du prospectus. Se reporter à l'annexe D du présent rapport de gestion pour consulter l'information financière résumée de consolidation de la société, y compris TR Finance LLC et les filiales garantes.
- **Notations.** Nos possibilités de financement sont entre autres tributaires de la conjoncture des marchés et du maintien de notations à long terme convenables. Les notations qui nous sont attribuées peuvent être affectées par divers facteurs, notamment l'accroissement de notre dette, la baisse de notre résultat, la contraction de la demande à l'égard de nos produits, l'intensification de la concurrence, une détérioration de la conjoncture économique et commerciale et la mauvaise presse visant la société. Tout déclassement de nos notations pourrait avoir une incidence sur notre capacité à mobiliser des capitaux ou donner lieu à une hausse des taux d'intérêt s'appliquant à nos emprunts.

En septembre 2023, Moody's a confirmé nos notations et a relevé notre perspective de stable à positive, mentionnant, entre autres facteurs, la résilience de nos activités pour résister aux pressions inflationnistes et aux obstacles macroéconomiques ainsi que les solides stratégies de répartition du capital.

Le tableau suivant indique les notations que les agences ont attribuées à nos titres en cours à la date du présent rapport de gestion.

	Moody's	S&P Global Ratings	DBRS Limited	Fitch
Dettes à long terme	Baa2	BBB	BBB (élevé)	BBB+
Papier commercial	P-2	A-2	R-2 (élevé)	F1
Tendance ou perspective	Positive	Stable	Stable	Stable

Ces notations ne sont pas une recommandation d'acheter, de vendre, ni de conserver les titres et elles ne fournissent aucune indication sur leur cours ou leur pertinence pour un investisseur donné. Les notations peuvent ne pas refléter l'incidence possible de tous les risques sur la valeur des titres. Nous ne pouvons assurer que nos notations ne seront pas revues à la baisse dans l'avenir ni que les agences de notation n'émettront pas de commentaires défavorables à l'égard de nos titres.

- **Dividendes.** Les dividendes sur nos actions ordinaires sont déclarés en dollars américains. En février 2023, nous avons annoncé une augmentation de 10 %, ou 0,18 \$ par action, du taux de dividende annualisé, qui a été porté à 1,96 \$ par action ordinaire (à compter du dividende sur les actions ordinaires que nous avons versé en mars 2023). Dans notre tableau consolidé des flux de trésorerie, les dividendes versés sur les actions ordinaires sont présentés déduction faite des montants réinvestis dans la société dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes (« RRD »). Les actionnaires ordinaires inscrits peuvent participer au RRD, aux termes duquel les dividendes en trésorerie sont automatiquement réinvestis dans de nouvelles actions ordinaires. La valeur des actions ordinaires correspond à la moyenne pondérée du cours de l'action à la Bourse de Toronto (« TSX ») sur les cinq jours de bourse qui précèdent immédiatement la date de clôture des registres en vue de la distribution des dividendes. Au deuxième trimestre de 2023, compte tenu de complexités d'ordre administratif, nous avons interrompu de façon temporaire notre RRD en ce qui a trait à tout dividende à payer avant la conclusion de l'opération de remboursement de capital et versé ces dividendes en trésorerie. Nous avons rétabli le RRD en vigueur une fois l'opération de remboursement de capital terminée.

Le tableau suivant détaille les dividendes déclarés par action ordinaire et les dividendes que nous avons versés sur nos actions ordinaires.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	2023	2022	2023	2022
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,490 \$	0,445 \$	1,470 \$	1,335 \$
Dividendes déclarés	224	215	686	648
Dividendes réinvestis	(6)	(7)	(14)	(21)
Dividendes versés	218	208	672	627

- **Rachats d'actions – Offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat »).** À l'occasion, nous rachetons des actions (et les annulons ultérieurement) conformément à notre stratégie en matière de gestion du capital. Le 1^{er} novembre 2023, nous avons annoncé notre intention de racheter un montant maximal de 1,0 G\$ d'actions ordinaires (se reporter à la rubrique « Événements postérieurs à la date de clôture » du présent rapport de gestion pour un complément d'information). Ce nouveau régime de rachat s'ajoute au régime de rachat de 2,0 G\$ achevé au premier trimestre de 2023. Nos rachats d'actions sont généralement effectués dans le cadre d'une offre de rachat. Dans le cadre du nouveau régime de rachat, les actions seront rachetées dans le cadre d'une offre de rachat renouvelée, qui a été approuvée par la TSX et est entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2023. Aux termes de l'offre de rachat renouvelée, jusqu'à 10 millions d'actions ordinaires peuvent être rachetées entre le 3 novembre 2023 et le 2 novembre 2024. La société peut racheter des actions ordinaires dans le cadre d'opérations sur le marché libre à la TSX, à la NYSE, à une autre bourse ou à un système de négociation parallèle admissible, ou par tout autre moyen autorisé par la TSX ou la NYSE ou selon les lois applicables, y compris au moyen de contrats de rachat privés ou de contrats de programmes de rachat d'actions si, dans l'avenir, la société obtient à cette fin une ordonnance d'exemption d'offre publique de rachat auprès des autorités en valeurs mobilières concernées au Canada. Le prix payé par la société pour ses actions ordinaires dans le cadre d'opérations sur le marché libre correspondra au cours de l'action au moment de l'achat ou à tout autre prix autorisé par la TSX.

Le tableau suivant détaille les rachats d'actions.

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2023	2022	2023	2022
Rachats d'actions (en millions de dollars américains)	-	504	718	698
Nombre d'actions rachetées (en millions)	-	4,6	6,0	6,5
Rachats d'actions – prix moyen par action en dollars américains	-	109,98 \$	120,10 \$	106,92 \$

Les décisions concernant les rachats futurs, le cas échéant, dépendront de certains facteurs comme la conjoncture du marché, le cours de l'action et d'autres possibilités d'investir des capitaux pour favoriser la croissance. Nous pouvons choisir, en tout temps, de suspendre le rachat d'actions ou d'y mettre fin conformément aux lois en vigueur. De temps à autre, si nous ne possédons pas de renseignements significatifs nous concernant ou concernant nos titres que le public ignorerait, nous pouvons établir un programme prédéfini avec notre courtier en vue de racheter des actions pendant des périodes au cours desquelles nous ne sommes normalement pas actifs sur les marchés en raison de nos propres périodes d'interdiction d'opérations, de nos propres règles sur les opérations d'initié ou d'autres facteurs. Tout programme établi avec notre courtier sera adopté conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables et aux exigences de la règle 10b5-1 de la *Securities Exchange Act of 1934* des États-Unis, dans sa version modifiée.

- **Remboursement de capital et regroupement d'actions.** En juin 2023, nous avons remboursé à nos actionnaires un montant d'environ 2,0 G\$ par le truchement d'une opération de remboursement de capital, qui a été financée au moyen du produit tiré de la cession des actions de la société dans LSEG (se reporter à la rubrique « Participation dans LSEG » du présent rapport de gestion pour obtenir un complément d'information au sujet de la vente des actions de LSEG au cours des neuf premiers mois de 2023). L'opération a consisté en une distribution en trésorerie de 4,67 \$ par action ordinaire et en un regroupement d'actions, ou fractionnement inversé d'actions, à raison de 1 action avant regroupement pour 0,963957 action après regroupement. Les actionnaires assujettis à l'impôt dans un autre territoire que le Canada ont eu la possibilité de se retirer de l'opération. Le regroupement d'actions a été proportionnel à la distribution en trésorerie et le ratio de regroupement des actions a été fondé sur le cours moyen pondéré en fonction du volume des actions à la NYSE pour les cinq jours de bourse précédant immédiatement le 23 juin 2023, soit la date d'entrée en vigueur de l'opération de remboursement de capital. Woodbridge, notre principal actionnaire, a pris part à l'opération. Par suite du regroupement d'actions, le nombre d'actions ordinaires en circulation de la société a diminué de 15,8 millions.

Situation financière

Le total de notre actif s'établissait à 19,3 G\$ au 30 septembre 2023, comparativement à 21,7 G\$ au 31 décembre 2022. Ce recul rend compte essentiellement de l'opération de remboursement de capital.

Au 30 septembre 2023, nos actifs courants excédaient nos passifs courants. Généralement, nos passifs courants excèdent nos actifs courants puisqu'ils comprennent des produits différés d'un montant important tirés de la vente de produits et de services par abonnement, que bon nombre de clients règlent à l'avance. La trésorerie reçue lors de ces paiements anticipés est affectée au financement courant des activités d'exploitation, d'investissement et de financement de notre entreprise. Cependant, aux fins comptables, ces paiements anticipés doivent être différés et comptabilisés sur la durée de l'abonnement. Par conséquent, nous pouvons inscrire un fonds de roulement déficitaire à notre état consolidé de la situation financière. Dans le cours normal des activités, les produits différés ne correspondent pas à une obligation en trésorerie, mais plutôt à l'obligation d'assurer la prestation de services ou la livraison de produits. En conséquence, nous sommes d'avis que notre situation ne reflète pas un problème de liquidité, mais bien le résultat de la comptabilité requise du fait de notre modèle d'entreprise.

Dettes nettes et ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté

	30 septembre	31 décembre
(en millions de dollars américains)	2023	2022
Dettes courantes	1 480	1 647
Dettes à long terme	2 878	3 114
Total de la dette	4 358	4 761
Swaps	(40)	(42)
Total de la dette après déduction des swaps	4 318	4 719
Déduire : ajustements de juste valeur pour les instruments de couverture¹⁾	3	7
Total de la dette, après déduction des contrats de couverture de change	4 321	4 726
Déduire : coûts de transaction, surcotes et décotes compris dans la valeur comptable de la dette	29	33
Ajouter : obligations locatives (partie courante et non courante)	224	235
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie²⁾	(2 516)	(1 069)
Dettes nettes³⁾	2 058	3 925
Ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté		
BAIIA ajusté³⁾	2 604	2 329
Dettes nettes/BAIIA ajusté³⁾	0,8:1	1,7:1

1) Représente la composante intérêts de la juste valeur des instruments de couverture qui sont déduits afin de refléter les sorties nettes de trésorerie à l'échéance.

2) Compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie s'élevant respectivement à 102 M\$ et à 81 M\$ au 30 septembre 2023 et au 31 décembre 2022, lesquels étaient détenus dans des filiales soumises à certaines restrictions contractuelles ou réglementaires ou encore qui exercent des activités dans des pays où des contrôles des changes et autres restrictions légales sont en vigueur, ce qui signifie qu'ils ne peuvent pas être utilisés pour les besoins généraux de l'entreprise.

3) Ces montants correspondent à des mesures financières non conformes aux IFRS. À titre d'information supplémentaire concernant notre liquidité, nous présentons le ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires sur nos mesures non conformes aux IFRS et des rapprochements de la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

Au 30 septembre 2023, le total de notre dette (après déduction des swaps) s'élevait à 4,3 G\$. Les dates d'échéance de nos emprunts à terme sont bien échelonnées et ne sont pas concentrées dans un exercice en particulier. Nous avons l'intention de rembourser notre emprunt à terme de 600 M\$ à même les fonds en caisse à son échéance en novembre 2023. Au 30 septembre 2023, la durée moyenne à courir jusqu'à l'échéance de nos emprunts à terme (total de la dette exclusion faite du papier commercial) était d'environ sept ans et le taux d'intérêt moyen s'y appliquant (après déduction des swaps) s'établissait à un peu plus de 4 % et était entièrement fixe. Notre ratio d'endettement, qui correspond à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté, était inférieur au ratio cible de 2,5 pour 1. La diminution de notre dette nette est essentiellement attribuable à la hausse de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi qu'à la réduction de nos emprunts sous forme de papier commercial (se reporter à la rubrique « Flux de trésorerie » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements).

Arrangements, engagements et obligations contractuelles non comptabilisés

Pour le sommaire des autres arrangements, engagements et obligations contractuelles non comptabilisés, il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2022. Il ne s'est produit aucun changement important dans ces arrangements, engagements et obligations contractuelles au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2023.

Éventualités

Actions et réclamations en justice

Nous sommes partie à divers litiges, réclamations, contrôles et enquêtes qui surviennent dans le cours normal des activités. Ces causes portent notamment sur les questions liées à l'emploi, les questions commerciales et les poursuites en diffamation et en violation de propriété intellectuelle. Ces procédures contre nous restent à être réglées, et leur issue demeure imprévisible. À la lumière des renseignements dont nous disposons actuellement et après consultation des avocats externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, individuellement ou globalement, ne devrait pas avoir une incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.

Positions fiscales incertaines

Nous sommes assujettis à l'impôt s'appliquant dans de nombreux territoires, et faisons régulièrement l'objet de contrôles fiscaux par diverses autorités fiscales dans le cours normal des activités. L'incidence fiscale définitive de bon nombre des transactions et calculs dans le cours normal des activités est incertaine, car les autorités fiscales pourraient contester certaines positions fiscales et proposer des ajustements ou des changements à apporter à nos déclarations fiscales.

Nous maintenons donc des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, à notre avis, reflètent de façon appropriée les risques visant la société. Ces provisions sont établies à l'aide de nos estimations les plus probables quant au montant qui devrait être payé, en fonction d'une évaluation qualitative de toutes les informations pertinentes. Lorsque cela est approprié, nous calculons la valeur attendue afin de déterminer le montant de nos provisions. Nous réévaluons ces provisions à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour vérifier si le montant est suffisant et faisons des ajustements selon l'évolution des faits et des circonstances. En raison de l'incertitude associée aux contrôles fiscaux, il se peut que le passif découlant ultérieurement de ces contrôles ou de litiges connexes diffère de façon importante des montants que nous avons provisionnés. Toutefois, à la lumière des lois en vigueur et des renseignements dont nous disposons et après consultation de conseillers fiscaux externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, individuellement ou globalement, n'aura pas d'incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.

Jusqu'au 30 septembre 2023, la société a payé des impôts de 430 M\$ comme l'exigeaient les avis d'imposition produits par l'administration fiscale du Royaume-Uni, la HM Revenue & Customs (la « HMRC »), en vertu du régime d'impôt sur les profits détournés, qui collectivement se rapportaient aux années d'imposition 2015, 2016, 2017 et 2018 de certaines des filiales actuelles et des anciennes filiales de la société au Royaume-Uni. La HMRC réalise actuellement un contrôle des années d'imposition 2019 et 2020 et, compte tenu des discussions récentes, la direction estime qu'il est raisonnablement possible que cette dernière produise, au cours des trois prochains mois, des avis d'imposition similaires pour une autre année d'imposition, dont le montant pourrait être important. Comme nous n'estimons pas que ces filiales actuelles et anciennes filiales au Royaume-Uni entrent dans le champ d'application du régime d'impôt sur les profits détournés, nous continuerons de contester ces avis d'imposition au moyen de tous les recours administratifs et juridiques à notre disposition et nous avons l'intention de défendre vigoureusement notre position. Comme ces avis d'imposition se rapportent en grande partie à des entreprises que nous avons vendues, la plupart font l'objet d'ententes d'indemnisation aux termes desquelles nous avons été tenus de payer des impôts supplémentaires à la HMRC ou aux contreparties aux ententes d'indemnisation.

L'administration fiscale canadienne, l'Agence du revenu du Canada (« ARC »), réalise actuellement un contrôle des années d'imposition 2016 à 2019. D'après la correspondance récente avec l'ARC, la direction croit qu'il est raisonnablement possible que l'ARC émette des avis d'imposition pour certaines questions liées aux prix de transfert et à la cession d'une entreprise, et nous pourrions être tenus de verser une partie des montants de ces avis, lesquels pourraient être importants. Puisque nous estimons que les positions de l'ARC ne sont pas fondées, nous contesterons ces avis d'imposition par tous les recours administratifs et juridiques disponibles et entendons défendre vigoureusement notre position.

Comme nous estimons que notre position est justifiée par la loi, nous ne pensons pas que la résolution de ces questions aura une incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble. Les paiements que nous effectuons ne reflètent pas notre position quant au bien-fondé de la question. Puisque nous nous attendons à recevoir des remboursements pour la quasi-totalité du total des montants payés en vertu de ces avis de cotisation, nous prévoyons continuer de comptabiliser la quasi-totalité de ces paiements à titre de montant non courant à recevoir de la HMRC, de la contrepartie aux ententes d'indemnisation ou de l'ARC dans nos états financiers. Nous prévoyons que nos sources de trésorerie existantes seront suffisantes pour financer tout paiement additionnel futur requis.

Garanties

Nous détenons une participation dans 3XSQ Associates, entité conjointement détenue par l'une de nos filiales et Rudin Times Square Associates LLC (« Rudin »), qui possède et exploite l'immeuble de bureaux situé au 3 Times Square, à New York (État de New York) (l'« immeuble »). En juin 2022, 3XSQ Associates a obtenu une facilité d'emprunt d'une durée de trois ans et d'un montant de 415 M\$ afin de refinancer sa dette existante, de financer le réaménagement de l'immeuble et de couvrir les charges d'intérêts et d'exploitation pendant la période de réaménagement. L'immeuble a été donné en garantie de l'emprunt. La société et Rudin ont fourni chacune une garantie correspondant à 50 % i) de certains montants du capital des emprunts et ii) des charges d'intérêts et d'exploitation. La société et Rudin ont également fourni une garantie conjointe et solidaire visant i) l'achèvement des travaux commencés et ii) les pertes du prêteur qui découleraient d'actes interdits, que ce soit sur le plan environnemental ou autre. Afin de réduire l'exposition économique à 50 % des obligations conjointes et solidaires, la société et une entité du groupe de Rudin ont conclu une entente de dédommagement réciproque. Nous estimons que la valeur de l'immeuble devrait suffire à couvrir les obligations qui pourraient découler des garanties. Les garanties n'ont pas d'incidence sur notre capacité à emprunter des fonds aux termes de notre facilité de crédit consortiale de 2,0 G\$ ou sur le calcul de la clause restrictive connexe.

Pour un complément d'information, veuillez consulter la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel 2022, où sont détaillés les risques liés aux questions juridiques et fiscales.

Perspectives

L'information présentée dans cette rubrique est de nature prospective et doit être lue en parallèle avec la rubrique « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » ci-après.

Nous avons communiqué nos perspectives commerciales initiales pour l'exercice 2023 en février 2023 et actualisé nos perspectives chaque trimestre. En novembre 2023, nous avons annoncé que nous maintenions les perspectives pour l'exercice complet que nous avons communiquées en août 2023, sauf nos prévisions en matière de dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, que nous avons revues à la hausse en raison d'acquisitions réalisées au troisième trimestre de 2023, et nos prévisions relatives aux charges d'intérêts, que nous avons revues à la baisse afin de tenir compte de la monétisation accélérée de LSEG et de l'avantage que nous procurent les taux d'intérêt plus élevés sur nos soldes de trésorerie.

Au troisième trimestre de 2023, nous avons modifié notre définition du résultat ajusté afin d'exclure la dotation aux amortissements des logiciels acquis. Compte tenu de cette transition, nos prévisions comprennent de nouveaux renseignements sur les éléments de la dotation aux amortissements d'immobilisations incorporelles. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires.

Dans le tableau qui suit, nous décrivons nos perspectives révisées pour l'exercice 2023, qui comprennent des mesures financières non conformes aux IFRS. Nos perspectives pour 2023 :

- présument que les cours de change demeureront constants par rapport à ceux de 2022;
- ne tiennent pas compte de l'incidence des acquisitions ou cessions qui pourraient survenir au cours de périodes futures.

Nous croyons que ce type d'information fournit des renseignements utiles sur la performance de nos activités.

Bien que notre performance pour l'exercice 2023 à ce jour renforce notre confiance à l'égard de nos perspectives, le contexte macroéconomique demeure incertain, de nombreux signes indiquant un affaiblissement de la conjoncture économique mondiale dans un contexte de hausse des taux d'intérêt, d'inflation élevée et de risques géopolitiques persistants. Toute dégradation du contexte commercial et économique à l'échelle mondiale pourrait nuire à notre capacité de concrétiser nos perspectives.

Résultats globaux pour Thomson Reuters	Chiffres réels pour 2022	Perspectives pour 2023 9 février 2023	Perspectives pour 2023 2 mai 2023	Perspectives pour 2023 2 août 2023	Perspectives pour 2023 1 ^{er} novembre 2023
Croissance des produits des activités ordinaires	4 %	4,5 % - 5,0 %	3,0 % - 3,5 %	Inchangé	Inchangé
Croissance interne des produits des activités ordinaires ¹⁾	6 %	5,5 % - 6,0 %	Inchangé	Inchangé	Inchangé
Marge du BAIIA ajusté ¹⁾	35,1 %	Environ 39 %	Inchangé	Inchangé	Inchangé
Charges liées au siège social	293 M\$	Entre 110 M\$ et 120 M\$			
Charges de base liées au siège social	122 M\$	Entre 110 M\$ et 120 M\$	Inchangé	Inchangé	Inchangé
Charges d'exploitation liées au programme de transformation	171 M\$	s. o.			
Flux de trésorerie disponibles ¹⁾	1,3 G\$	Environ 1,8 G\$	Inchangé	Inchangé	Inchangé
Dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires ¹⁾	8,2 %	Environ 7,0 %	Inchangé	Environ 8,0 %	Inchangé
Coût d'optimisation d'immeubles ²⁾	s. o.	30 M\$		s. o.	s. o.
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	625 M\$	Entre 595 M\$ et 625 M\$			Entre 625 M\$ et 635 M\$
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels développés en interne	586 M\$	Entre 545 M\$ et 565 M\$	Inchangé	Inchangé	Entre 555 M\$ et 560 M\$
Dotation aux amortissements des logiciels acquis ³⁾	39 M\$	Entre 50 M\$ et 60 M\$			Entre 70 M\$ et 75 M\$
Charge d'intérêts ⁴⁾	196 M\$	Entre 190 M\$ et 210 M\$	Inchangé	Environ 190 M\$	Entre 170 M\$ et 180 M\$
Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté ¹⁾	17,7 %	Environ 18 %	Inchangé	Environ 17 %	Inchangé
3 grands secteurs ¹⁾	Chiffres réels pour 2022	Perspectives pour 2023 9 février 2023	Perspectives pour 2023 2 mai 2023	Perspectives pour 2023 2 août 2023	Perspectives pour 2023 1 ^{er} novembre 2023
Croissance des produits des activités ordinaires	5 %	5,5 % - 6,0 %	3,5 % - 4,0 %	Inchangé	Inchangé
Croissance interne des produits des activités ordinaires	7 %	6,5 % - 7,0 %	Inchangé	Inchangé	Inchangé
Marge du BAIIA ajusté	42,4 %	Environ 44 %	Inchangé	Inchangé	Inchangé

- 1) Mesures financières non conformes aux IFRS. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.
- 2) Les coûts d'optimisation d'immeubles en 2023 s'ajoutaient aux dépenses d'investissement à payer en tant que pourcentage des perspectives en matière de produits des activités ordinaires, telles qu'elles ont été présentées le 9 février et le 2 mai 2023.
- 3) Au 30 septembre 2023, nous avons modifié notre définition du résultat ajusté et du résultat ajusté par action afin d'exclure la dotation aux amortissements des logiciels acquis. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires.
- 4) Compte non tenu de l'incidence favorable d'intérêts de 12 M\$ liés à la reprise de provisions pour impôt, qui est retranché du résultat ajusté.

Nous prévoyons que la croissance interne des produits des activités ordinaires pour le quatrième trimestre de 2023 se situera dans notre fourchette de 5,5 % à 6,0 % pour l'exercice et que la marge du BAIIA ajusté sera d'environ 37 %, ce qui rend compte des investissements de croissance, des initiatives de productivité et de la dilution associée aux récentes acquisitions.

Le tableau qui suit rend compte des principales hypothèses et des risques importants pouvant faire en sorte que le rendement réel diffère des attentes sur lesquelles reposent nos perspectives financières mises à jour en novembre 2023.

Produits des activités ordinaires	
Principales hypothèses	Risques importants
- La conjoncture macroéconomique et géopolitique incertaine continuera à perturber l'économie et à occasionner des périodes de volatilité. - Les produits et services de confiance qui aident les clients à se retrouver dans des contextes juridiques, fiscaux, comptables, réglementaires, géopolitiques et commerciaux complexes et en évolution constante, et à composer avec les nouveautés dans ces domaines, ainsi que les outils numériques infonuagiques qui stimulent la productivité, feront l'objet d'une demande soutenue. - Nous serons toujours en mesure d'offrir des produits novateurs qui répondent aux besoins changeants des clients. - Nous rallierons de nouveaux clients grâce au développement et à l'amélioration de nos plateformes numériques, à la rationalisation de notre portefeuille de produits et à d'autres initiatives de nature commerciale. - Nos efforts de simplification commerciale et les améliorations apportées au service à la clientèle nous permettront d'accroître le taux de fidélisation.	- La hausse des taux d'intérêt, l'inflation, l'instabilité géopolitique et les répercussions persistantes de la pandémie (les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, p. ex.) continuent d'avoir des répercussions sur l'économie mondiale. La gravité et la durée de l'une ou l'autre de ces conditions, ou d'une combinaison de celles-ci, pourraient avoir une incidence sur l'économie mondiale et entraîner une baisse de la demande pour nos produits et services (au-delà de notre hypothèse selon laquelle ces perturbations entraîneront des périodes de volatilité). - L'évolution des habitudes d'achat des clients ou notre incapacité de mettre en œuvre des initiatives clés en matière de conception de produits ou de service à la clientèle pourraient entraîner une diminution de la demande pour nos produits et services. - La concurrence des prix et la création de nouveaux produits pourraient avoir une incidence sur nos produits des activités ordinaires. - Nos initiatives relatives aux ventes, à la simplification commerciale et à la conception de produits pourraient être insuffisantes pour fidéliser les clients ou générer de nouvelles ventes.
Marge du BAIIA ajusté	
Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre nos cibles de croissance des produits des activités ordinaires. - Les produits à croissance élevée occuperont une partie de plus en plus importante de nos activités.	- Voir les risques ci-dessus se rapportant aux perspectives en matière de produits des activités ordinaires. - L'inflation plus élevée que prévu pourrait entraîner une augmentation supérieure aux prévisions des coûts de main-d'œuvre, des coûts des fournisseurs tiers et des coûts des documents imprimés. - Les activités d'acquisition et de cession pourraient diluer la marge du BAIIA ajusté.
Flux de trésorerie disponibles	
Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre nos cibles de produits des activités ordinaires et de marge du BAIIA ajusté. - Les dépenses d'investissement à payer devraient se chiffrer à environ 8,0 % des produits des activités ordinaires.	- Voir les risques ci-dessus concernant les perspectives relatives aux produits des activités ordinaires et à la marge du BAIIA ajusté. - L'affaiblissement de la situation macroéconomique pourrait avoir une incidence défavorable sur le fonds de roulement, y compris sur la capacité de nos clients à nous payer. - Les dépenses d'investissement à payer pourraient être supérieures aux prévisions. - Le moment et le montant des paiements d'impôt aux gouvernements pourraient différer par rapport aux prévisions.
Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté	
Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre notre cible de BAIIA ajusté. - Aucun changement important ne sera apporté en 2023 aux taux d'impôt s'appliquant dans les divers territoires où les résultats avant impôt ont été comptabilisés en 2022. - Des changements minimes pourraient être apportés aux lois et conventions fiscales en vigueur s'appliquant à nous. - Il y aura des profits significatifs qui empêcheront l'imposition de certains impôts minimums. - Il ne découlera aucune charge ni aucun avantage important de la finalisation des années d'imposition antérieures. - La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels développés en interne sera de l'ordre de 555 M\$ à 560 M\$. - La charge d'intérêts sera de l'ordre de 170 M\$ à 180 M\$.	- Voir les risques ci-dessus concernant le BAIIA ajusté. - La répartition géographique du résultat avant impôt pourrait changer de manière importante. - Les lois et conventions fiscales en vigueur s'appliquant à nous pourraient faire l'objet de changements importants auxquels nous ne nous attendions pas. - La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et des logiciels et la charge d'intérêts pourraient être beaucoup plus élevées ou beaucoup moins élevées que prévu.

Nos perspectives font état de plusieurs mesures financières non conformes aux IFRS. Nous sommes d'avis que la présentation de rapprochements des mesures financières non conformes aux IFRS sous-jacentes à nos perspectives pourrait s'avérer trompeuse et peu pratique en raison de la difficulté à prévoir des éléments qui ne sont pas représentatifs des activités courantes pour toute période à venir. L'ampleur de ces éléments pourrait être importante. Par conséquent, pour les besoins de ces perspectives seulement, il ne nous est pas possible de rapprocher ces mesures aux mesures conformes aux IFRS les plus comparables, car nous ne pouvons prévoir, avec une certitude raisonnable, l'effet des variations des cours de change sur : i) la conversion de nos résultats présentés selon les cours de change moyens de l'exercice et ii) d'autres produits financiers ou charges financières liés aux accords de financement intragroupe et aux contrats de change. Nous ne pouvons non plus prévoir avec une certitude raisonnable i) notre quote-part du bénéfice ou de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, qui est assujettie à la variation du cours des actions de LSEG, ni ii) la réalisation ou le montant d'autres profits et pertes d'exploitation, qui découlent généralement de transactions commerciales que nous ne prévoyons pas actuellement.

Transactions entre parties liées

Au 31 octobre 2023, Woodbridge, notre actionnaire principal, détenait en propriété réelle environ 69 % de nos actions ordinaires.

Transaction avec Woodbridge

En mars 2023, nous avons vendu une filiale canadienne en propriété exclusive à une société liée à Woodbridge pour 23 M\$. Les actifs de la filiale étaient composés des pertes fiscales cumulées que la direction ne s'attendait pas à imputer aux résultats imposables futurs avant leur expiration en fonction des lois fiscales canadiennes en vigueur. Pour cette raison, elle n'avait pas comptabilisé l'actif d'impôt lié à ces pertes dans les états financiers consolidés. Selon la loi canadienne, certaines pertes ne peuvent être transférées qu'à des sociétés liées, comme celles affiliées à Woodbridge. Nous avons inscrit un profit de 23 M\$ au poste « Autres (pertes) profits d'exploitation, montant net » de l'état consolidé du résultat net. Dans le cadre de cette transaction, le comité de gouvernance du conseil d'administration a obtenu une attestation d'équité indépendante. Nous avons eu recours à l'attestation d'équité indépendante afin d'établir que le prix négocié entre la société et Woodbridge était raisonnable. Après avoir examiné la question, le comité de gouvernance a approuvé la transaction. Les administrateurs qui n'étaient pas considérés comme indépendants en raison de leur position par rapport à Woodbridge se sont abstenus de délibérer et de voter sur la transaction lors de la réunion du comité.

Transactions avec YPL

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2023, nous avons reçu des dividendes d'un montant de 5,2 G\$ de YPL principalement liés à la vente des actions de LSEG détenues indirectement par la société. Se reporter à la rubrique « Participation dans LSEG » du présent rapport de gestion pour plus d'information à ce sujet.

Transactions avec l'entreprise Elite

En juin 2023, nous avons vendu une participation majoritaire dans notre entreprise Elite à TPG et conservé une participation minoritaire de 19,9 % avec représentation au conseil d'administration. Pour faciliter la séparation, nous avons convenu de fournir des services de soutien à l'exploitation à l'entreprise Elite, dont des services technologiques et administratifs, pour une période donnée. Entre la date de la vente et le 30 septembre 2023, nous avons enregistré une charge compensatrice de 5 M\$ relativement à ces transactions.

Au 30 septembre 2023, l'état consolidé de la situation financière comprenait un montant à recevoir de la part d'Elite de 33 M\$ et un montant à payer à Elite de 13 M\$ ayant trait à toutes les transactions entre les deux sociétés.

À l'exception des transactions susmentionnées, aucune nouvelle transaction entre parties liées d'importance n'a eu lieu au cours des neuf premiers mois de 2023. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » du rapport de gestion annuel de 2022 figurant dans notre rapport annuel 2022, de même qu'à la note 31 de nos états financiers consolidés annuels de 2022 pour des informations au sujet des transactions entre parties liées.

Événements postérieurs à la date de clôture

Rachats d'actions

Le 1^{er} novembre 2023, nous avons annoncé le renouvellement de notre offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités visant le rachat d'actions ordinaires d'une valeur maximale de 1,0 G\$. La réalisation de ce programme dépendra de certains facteurs, notamment les conditions du marché, le cours de l'action et les occasions d'investir le capital à des fins de croissance. [Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement – Rachats d'actions – Offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat ») »] du présent rapport de gestion pour obtenir plus d'informations à ce sujet.

Changements touchant les méthodes comptables

Pour obtenir de l'information sur les changements touchant les méthodes comptables, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Changements touchant les méthodes comptables » de notre rapport de gestion annuel de 2022, lequel figure dans notre rapport annuel 2022. Depuis la date de notre rapport de gestion annuel de 2022, nos méthodes comptables n'ont pas changé de manière importante. Se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés intermédiaires du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2023 pour des informations au sujet des plus récentes modifications comptables.

Estimations comptables et jugements critiques

La préparation des états financiers impose à la direction de faire des estimations et d'exercer son jugement à l'égard d'événements futurs. Les estimations et les jugements sont constamment remis en question. Ils se fondent sur l'expérience passée et sur d'autres facteurs, notamment les prévisions d'événements futurs raisonnables dans les circonstances. Pour un complément d'information, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations comptables et jugements critiques » de notre rapport de gestion annuel de 2022, lequel figure dans notre rapport annuel 2022. Depuis la date de notre rapport de gestion annuel de 2022, nos estimations comptables et nos jugements critiques n'ont pas changé de manière importante.

Nous continuons de mener nos activités dans un contexte macroéconomique et géopolitique incertain en raison de la hausse des taux d'intérêt, de l'inflation élevée et des risques géopolitiques actuels. Nous suivons de près l'évolution de la conjoncture macroéconomique et géopolitique afin d'évaluer les répercussions potentielles sur nos secteurs d'activité. Étant donné la grande incertitude suscitée par ces circonstances, certaines estimations et certains jugements formulés par la direction sont plus susceptibles de varier et pourraient changer de façon importante dans l'avenir.

Renseignements supplémentaires

Base de présentation

Contrôles et procédures de communication de l'information

Après avoir évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information (au sens où l'entendent les lois sur les valeurs mobilières pertinentes des États-Unis et du Canada) en date de la fin de la période considérée dans le présent rapport de gestion, notre chef de la direction et notre chef de la direction financière ont conclu que nos contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces et permettaient de garantir que tous les renseignements que nous devons fournir dans les rapports que nous déposons ou transmettons en vertu de la loi intitulée *Securities Exchange Act* des États-Unis et des lois sur les valeurs mobilières canadiennes pertinentes sont i) enregistrés, traités, condensés et présentés dans les délais prévus dans les règles et formulaires de la SEC et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et ii) recueillis, puis communiqués à notre direction, y compris au chef de la direction et au chef de la direction financière, afin que des décisions concernant la communication de l'information exigée puissent être prises en temps opportun.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de la mise en place et du maintien d'un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Aucune modification n'a été apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière au troisième trimestre de 2023 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Capital-actions

Au 31 octobre 2023, 455 491 082 actions ordinaires, 6 000 000 d'actions privilégiées de série II, 1 429 946 options sur actions et un total de 1 647 530 unités d'actions de négociation restreinte temporelles et unités d'actions de négociation restreinte liées au rendement étaient en circulation ou en cours. Nous avons en outre émis une action de fondateur de Thomson Reuters Founders Share Company, qui permet à cette société d'exercer un droit de vote extraordinaire visant à préserver les principes de confiance de Thomson Reuters.

Dépôts de documents auprès des autorités compétentes et informations réglementaires

Le lecteur est invité à prendre connaissance d'autres renseignements sur notre société, notamment dans le rapport annuel 2022 (qui comprend l'information devant être présentée dans la notice annuelle) et d'autres documents d'information, rapports, états, etc., que nous déposons auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedarplus.ca) et auprès de la Securities and Exchange Commission (« SEC ») des États-Unis à l'adresse www.sec.gov.

Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs

Certains énoncés formulés dans le présent rapport de gestion constituent des énoncés prospectifs, dont les énoncés ayant trait aux perspectives commerciales, au calendrier des charges, à notre intention de rembourser notre emprunt à terme échéant en novembre 2023 au moyen des fonds en caisse, à notre intention de cibler un ratio de distribution se situant entre 50 % et 60 % de nos flux de trésorerie disponibles, à l'intention de la société de vendre une partie de ses actions dans LSEG et aux paiements d'impôt connexes sur ces ventes, aux attentes quant à notre situation de trésorerie et nos sources de financement et à l'incidence de l'évolution de la législation fiscale canadienne. Ces énoncés se caractérisent par l'emploi d'expressions comme « s'attendre à », « estimer », « croire », « cibler », « avoir l'intention », « prévoir », « projeter » et d'autres expressions analogues, ainsi que l'emploi du futur et du conditionnel. Bien que nous croyions que les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion reposent sur des fondements raisonnables, ils ne sont pas garants du rendement ou des résultats futurs, et rien ne garantit que tout autre événement décrit dans les énoncés prospectifs se concrétisera. Ces énoncés prospectifs sont assujettis à un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'hypothèses pouvant entraîner un écart significatif entre les résultats ou les événements réels et les attentes actuelles. Nombre de ces risques, incertitudes et hypothèses sont indépendants de la volonté de la société, et il peut être difficile d'en prédire les effets. En particulier, la pleine mesure des répercussions du contexte macroéconomique et géopolitique sur les activités, l'exploitation et les résultats financiers de la société sera tributaire d'une multitude de facteurs en constante évolution que nous ne pouvons pas nécessairement prévoir avec exactitude.

Certains résultats ou événements réels pourraient différer sensiblement des attentes actuelles énoncées précédemment à la rubrique « Perspectives ». D'autres facteurs sont exposés à la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel 2022 et dans des documents que nous déposons de temps à autre auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou que nous leur fournissons. Bon nombre de ces risques sont, et pourraient être, exacerbés par toute dégradation du contexte géopolitique, commercial et économique à l'échelle mondiale. Rien ne garantit que les énoncés prospectifs se concrétiseront.

Les perspectives commerciales de la société sont fondées sur les renseignements dont elle dispose à l'heure actuelle et sur diverses hypothèses internes et externes formulées par la direction à la lumière de son expérience et de sa perception des tendances antérieures, de la situation actuelle et des faits attendus dans l'avenir, de même que sur d'autres facteurs que la direction juge pertinents dans les circonstances.

Les perspectives commerciales de la société ont pour but de fournir de l'information au sujet des prévisions actuelles pour les périodes présentées. Elles peuvent ne pas convenir à d'autres fins. Le lecteur ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs, qui ne visent qu'à exprimer les attentes à la date du présent rapport de gestion. Sauf dans la mesure exigée par les lois applicables, Thomson Reuters décline toute responsabilité de mettre à jour ou de modifier des énoncés prospectifs.

Annexe A

Mesures financières non conformes aux IFRS

Nous utilisons des mesures financières non conformes aux IFRS, notamment des ratios qui tiennent compte d'une ou de plusieurs mesures financières non conformes aux IFRS, à titre d'indicateurs supplémentaires de notre performance d'exploitation et de notre situation financière, de même qu'à des fins de planification interne et dans le cadre de nos programmes de rémunération incitative de la direction et de l'établissement de nos perspectives commerciales. Ces mesures n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et, par conséquent, il est peu probable que leur calcul soit comparable au calcul de mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Au troisième trimestre de 2023, nous avons modifié notre définition du résultat ajusté et du résultat ajusté par action afin d'exclure la dotation aux amortissements des logiciels acquis. Bien que nous ayons toujours exclu l'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises autres que les logiciels du résultat ajusté et du résultat ajusté par action, cette modification nous permet d'harmoniser le traitement de l'amortissement de toutes nos immobilisations incorporelles acquises. Les montants des périodes antérieures ont été révisés pour en assurer la comparabilité. Les immobilisations incorporelles acquises contribuent à la génération de produits des activités ordinaires par les sociétés acquises, qui sont inclus dans notre calcul du résultat ajusté.

Dans le tableau qui suit, nous décrivons les mesures financières non conformes aux IFRS que nous utilisons et expliquons pourquoi, à notre avis, ces mesures sont utiles à l'évaluation de notre performance. Des rapprochements avec les mesures des IFRS les plus directement comparables sont présentés à l'annexe B et à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion.

Notre définition	Motifs de son utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable
BAIIA ajusté et marge connexe		
Cette mesure représente le bénéfice ou la perte lié aux activités poursuivies avant l'incidence de la charge ou du produit d'impôt, du montant net de la charge d'intérêts, des autres charges financières ou produits financiers, de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles, des logiciels et des autres immobilisations incorporelles identifiables, de notre quote-part du bénéfice ou de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, des autres profits et pertes d'exploitation, de certaines pertes de valeur d'actifs et des ajustements de juste valeur, y compris ceux liés aux produits différés acquis. La marge connexe correspond au BAIIA ajusté exprimé en pourcentage des produits des activités ordinaires. Pour les besoins de ce calcul, les produits des activités ordinaires ne tiennent pas compte des ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis.	Fournit une base d'évaluation cohérente de la rentabilité d'exploitation et des tendances de performance en excluant les éléments que nous ne considérons pas comme des activités contrôlables aux fins de cette évaluation. Représente également une mesure fréquemment présentée et utilisée par les investisseurs comme paramètre d'évaluation, qui permet aussi d'évaluer notre capacité de contracter des dettes et d'en assurer le service.	Bénéfice lié aux activités poursuivies
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer et marge connexe		
Cette mesure représente le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer, où les dépenses d'investissement à payer comprennent les montants non réglés à la date de clôture. La marge connexe correspond au BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires. Pour les besoins de ce calcul, les produits des activités ordinaires ne tiennent pas compte des ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis.	Fournit, en une seule mesure, une base d'évaluation de la rentabilité d'exploitation et de l'intensité du capital. Cette mesure tient compte des investissements, que ceux-ci soient passés en charges ou incorporés à l'actif, et représente la base sur laquelle la direction évalue les dépenses d'investissement.	Bénéfice lié aux activités poursuivies

Notre définition	Motifs de son utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable
Dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires		
Cette mesure représente les dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires. Pour les besoins de ce calcul, les produits des activités ordinaires ne tiennent pas compte des ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis.	Représentent la base sur laquelle nous gérons les dépenses d'investissement aux fins de notre budgétisation interne.	Dépenses d'investissement
Résultat ajusté et résultat ajusté par action		
Bénéfice ou perte net y compris les dividendes déclarés sur les actions privilégiées, mais exclusion faite de l'incidence après impôt des ajustements de juste valeur (y compris ceux liés aux produits différés acquis), de la dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles acquises (autres immobilisations incorporelles identifiables et logiciels acquis), des autres profits et pertes d'exploitation, de certaines pertes de valeur d'actifs, des autres charges financières ou produits financiers, de notre quote-part du bénéfice ou de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, des activités abandonnées et des autres éléments ayant une incidence sur la comparabilité. Les immobilisations incorporelles acquises contribuent à la génération de produits des activités ordinaires par les sociétés acquises, qui sont inclus dans notre calcul du résultat ajusté.	Procurent une base plus comparable pour l'analyse du résultat. Ces mesures sont utilisées couramment par les actionnaires pour l'évaluation de la performance.	Bénéfice net et résultat dilué par action
Le montant après impôt de chaque élément est exclu du calcul du résultat ajusté en fonction des règles fiscales et des taux d'imposition appropriés à la nature et au territoire de chaque élément. Le résultat ajusté par action est calculé à partir du résultat ajusté au moyen du nombre moyen pondéré d'actions servant au calcul du résultat dilué par action et ne représente pas le bénéfice ou la perte par action attribuable aux actionnaires.		
Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté		
Charge d'impôt ajustée divisée par le résultat ajusté avant impôt. La charge d'impôt ajustée est calculée comme le produit (la charge) d'impôt augmenté ou diminué de l'incidence fiscale de tous les éléments ayant une incidence sur le résultat ajusté (ainsi qu'il est décrit ci-dessus) et des autres éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité. Pour les périodes intermédiaires, nous apportons aussi un ajustement visant à refléter l'impôt en fonction du taux effectif estimé pour l'exercice dans son ensemble. Le bénéfice ou la perte conforme aux IFRS pour les périodes intermédiaires reflète l'impôt établi au taux d'impôt effectif estimé de chacun des territoires où nous exerçons nos activités. L'ajustement non conforme aux IFRS permet de répartir l'impôt estimé pour l'exercice dans son ensemble entre les périodes intermédiaires, mais il n'a pas d'effet sur le montant d'impôt de l'exercice.	Procure une base permettant l'analyse du taux d'impôt effectif associé au résultat ajusté. Parce que la répartition géographique du résultat avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle pour l'exercice complet, notre taux d'impôt effectif calculé conformément aux IFRS par trimestre peut être plus volatil. Nous estimons donc que l'utilisation du taux d'impôt effectif annualisé prévu accroît la comparabilité des résultats des périodes intermédiaires.	Produit (charge) d'impôt

Notre définition	Motifs de son utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable
Dette nette et ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté		
Dette nette : Dette totale (compte non tenu des coûts de transactions non amortis, des surcotes ou décotes connexes) plus la composante change de la juste valeur des instruments de couverture connexes et les obligations locatives, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie.	Procure une mesure couramment utilisée pour évaluer le niveau d'endettement de la société. Étant donné que nous couvrons une partie de notre dette pour réduire le risque, nous tenons compte des instruments de couverture puisque nous estimons qu'ils permettent de mieux mesurer l'ensemble des obligations rattachées à notre dette en cours. Cependant, comme nous prévoyons conserver la dette et les instruments de couverture qui s'y rattachent jusqu'à l'échéance, nous ne tenons pas compte de la composante intérêts de la juste valeur des instruments de couverture dans nos calculs. Nous retranchons la trésorerie et les équivalents de trésorerie du montant brut de la dette.	Total de la dette (dette courante plus dette à long terme)
Dette nette sur le BAIIA ajusté : La dette nette est divisée par le BAIIA ajusté pour la période de douze mois précédente se terminant avec le trimestre à l'étude.	Procure une mesure couramment utilisée de la capacité d'une société à rembourser sa dette. Notre mesure non conforme aux IFRS est en phase avec le calcul de notre cible interne et est plus prudente que le ratio maximal permis aux termes des clauses restrictives de notre facilité de crédit.	Pour le BAIIA ajusté, voir la définition précédente pour connaître la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.
Flux de trésorerie disponibles		
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation, produit des cessions d'immobilisations corporelles et autres activités d'investissement, diminués des dépenses d'investissement, des paiements au titre du capital des contrats de location et des dividendes versés sur nos actions privilégiées.	Facilitent l'évaluation de notre capacité à long terme de créer de la valeur pour nos actionnaires parce qu'il s'agit de la trésorerie disponible pour rembourser la dette, verser des dividendes sur les actions ordinaires et financer les rachats d'actions et les acquisitions.	Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation
Variations avant effet du change ou « en devises constantes »		
Mesures applicables lorsque les variations sont présentées avant l'effet du change ou « en devises constantes ».	Améliorent la comparabilité des tendances qu'affichent les activités d'une période à l'autre.	Pour chaque mesure et ratio non conforme aux IFRS, voir les définitions précédentes pour connaître la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.
Mesures conformes aux IFRS : • Produits des activités ordinaires • Charges d'exploitation Mesures et ratios non conformes aux IFRS : • BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté • Résultat ajusté par action	Notre monnaie de présentation est le dollar américain. Toutefois, nous exerçons des activités dans des monnaies autres que le dollar américain. Nous évaluons notre performance avant l'effet du change (ou « en devises constantes »), c'est-à-dire que nous appliquons les mêmes cours de change aux montants de la période considérée et de la période comparable précédente. Pour calculer l'effet du change sur une période par rapport à une autre, nous convertissons les résultats libellés en monnaie locale de la période considérée et de la période correspondante de l'exercice précédent en nous servant du même cours de change.	

Notre définition	Motifs de son utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable
Variations des produits des activités ordinaires calculées sur une base « interne »		
Mesure reflétant les variations des produits des activités ordinaires issus de nos activités actuelles en devises constantes. Elle exclut la distorsion liée aux acquisitions et aux cessions d'entreprises attribuable au fait que nous n'étions pas les propriétaires de l'entreprise au cours des deux périodes comparatives. - Nous calculons la croissance interne liée aux acquisitions comme si nous avions détenu l'entreprise acquise au cours des deux périodes. Nous comparons les produits des activités ordinaires de l'entreprise acquise pour la période au cours de laquelle nous détenions cette entreprise avec les produits des activités ordinaires de cette entreprise pour la période correspondante de l'exercice précédent au cours de laquelle elle n'était pas détenue par la société. - Nous calculons la croissance interne liée aux cessions comme si nous n'avions pas détenu l'entreprise au cours des deux périodes. Nous ne tenons pas compte des produits des activités ordinaires de l'entreprise cédée à compter de la cession ni des produits des activités ordinaires de la période correspondante de l'exercice précédant la vente.	Permettent une meilleure analyse du rendement de nos entreprises existantes en éliminant la distorsion et fournissent une mesure plus précise de notre capacité de faire croître nos activités à long terme.	Produits des activités ordinaires
3 grands secteurs		
Nos secteurs regroupés Professionnels du droit, Grandes sociétés, et Fiscalité et comptabilité. Toutes les mesures présentées pour les 3 grands secteurs sont des mesures financières non conformes aux IFRS.	L'information sur les 3 grands secteurs comprend environ 80 % des produits des activités ordinaires et représente l'essentiel de nos services d'information pour entreprises.	Produits des activités ordinaires Bénéfice lié aux activités poursuivies

Annexe B

La présente annexe fournit des rapprochements de certaines mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables qui ne sont pas présentés ailleurs dans le présent rapport de gestion pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2023 et 2022 et l'exercice clos le 31 décembre 2022.

Arrondissement

Hormis le résultat par action, nous présentons nos résultats en millions de dollars américains, mais nous calculons les variations en pourcentage et les marges au dollar près pour plus de précision. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rapprochement du bénéfice lié aux activités poursuivies, du BAIIA ajusté et du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2023	2022	2023	2022	2022
Bénéfice lié aux activités poursuivies	370	265	1 996	1 212	1 391
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :					
(Produit) charge d'impôt	(18)	8	397	156	259
Autres (produits) charges financiers	(117)	(448)	75	(862)	(444)
Charge d'intérêts, montant net	32	48	121	145	196
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	24	25	72	76	99
Dotation aux amortissements des logiciels	132	119	377	354	485
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	28	34	87	110	140
BAIIA	451	51	3 125	1 191	2 126
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :					
Quote-part de la perte (du bénéfice) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	174	525	(815)	552	432
Autres pertes (profits) d'exploitation, montant net	11	(25)	(353)	(26)	(211)
Ajustements de juste valeur ¹⁾	(4)	(16)	14	(21)	(18)
BAIIA ajusté	632	535	1 971	1 696	2 329
Déduire : dépenses d'investissement à payer	(133)	(144)	(379)	(407)	(545)
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer	499	391	1 592	1 289	1 784
Marge du BAIIA ajusté	39,6 %	34,0 %	39,5 %	34,9 %	35,1 %
Marge du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer	31,3 %	24,8 %	31,9 %	26,5 %	26,9 %

1) Les ajustements de juste valeur représentent essentiellement les profits et pertes sur les soldes intragroupe survenant dans le cours normal des activités attribuables aux variations des cours de change, qui sont des composantes des charges d'exploitation, ainsi que les ajustements liés aux produits différés acquis.

Rapprochement des dépenses d'investissement et des dépenses d'investissement à payer

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains)	2023	2022	2023	2022	2022
Dépenses d'investissement	145	152	412	460	595
Déduire : ajustement conforme aux IFRS de la comptabilité de trésorerie	(12)	(8)	(33)	(53)	(50)
Dépenses d'investissement à payer	133	144	379	407	545
Dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires	S. O.	S. O.	S. O.	S. O.	8,2 %

Rapprochement du bénéfice net, du résultat ajusté et du résultat ajusté par action

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les données sur les actions)	2023	2022	2023	2022	2022
Bénéfice net	367	228	2 017	1 120	1 338
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :					
Ajustements de juste valeur ¹⁾	(4)	(16)	14	(21)	(18)
Dotation aux amortissements des logiciels acquis	21	7	48	27	39
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	24	25	72	76	99
Autres pertes (profits) d'exploitation, montant net	11	(25)	(353)	(26)	(211)
Avantage lié à l'intérêt ayant une incidence sur la comparabilité ^{2), 3)}	(12)	—	(12)	—	—
Autres (produits) charges financiers	(117)	(448)	75	(862)	(444)
Quote-part de la perte (du bénéfice) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	174	525	(815)	552	432
Impôt sur les éléments ci-dessus ³⁾	(31)	(53)	227	(6)	(30)
Éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité ^{2), 3)}	(62)	—	(64)	(45)	15
Perte (bénéfice) lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	3	37	(21)	92	53
Normalisation du taux d'impôt effectif des périodes intermédiaires³⁾	2	—	(1)	3	—
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	(1)	(1)	(4)	(2)	(3)
Résultat ajusté	375	279	1 183	908	1 270
Résultat ajusté par action	0,82 \$	0,58 \$	2,53 \$	1,87 \$	S. O.
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires (en millions)	456,1	483,9	466,8	486,3	S. O.

1) Les ajustements de juste valeur représentent essentiellement les profits et pertes sur les soldes intragroupe survenant dans le cours normal des activités attribuables aux variations des cours de change, qui sont des composantes des charges d'exploitation, ainsi que les ajustements liés aux produits différés acquis.

2) Reprise de provisions fiscales et de provisions pour intérêt qui ne sont plus requises en raison de l'expiration de délais de prescription.

3) Pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2023 et 2022, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation – (Produit) charge d'impôt » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements.

Rapprochement du taux d'impôt effectif pour l'exercice et du bénéfice ajusté

	Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains, sauf les pourcentages)	2022
Résultat ajusté	1 270
Ajouter : dividendes déclarés sur les actions privilégiées	3
Ajouter : charge d'impôt sur le résultat ajusté	274
Résultat ajusté avant impôt	1 547
Charge d'impôt conforme aux IFRS	259
Déduire l'impôt au titre de ce qui suit :	
Dotation aux amortissements des logiciels acquis	8
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	22
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	124
Autres produits financiers	(80)
Autres profits d'exploitation, montant net	(42)
Autres éléments	(2)
Total partiel – déduire le produit d'impôt sur les éléments avant impôt déduits du résultat ajusté	30
Déduire : éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité	(15)
Total – Déduire tous les éléments ayant une incidence sur la comparabilité	15
Charge d'impôt sur le résultat ajusté	274
Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté	17,7 %

Rapprochement des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie disponibles

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre		Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains)	2023	2022	2023	2022	2022
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	674	531	1 636	1 239	1 915
Dépenses d'investissement	(145)	(152)	(412)	(460)	(595)
Autres activités d'investissement	14	25	82	87	88
Paiements au titre du capital des contrats de location	(13)	(17)	(44)	(50)	(65)
Dividendes versés sur les actions privilégiées	(1)	(1)	(4)	(2)	(3)
Flux de trésorerie disponibles	529	386	1 258	814	1 340

Rapprochement des variations des produits des activités ordinaires et des variations des produits des activités ordinaires, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (croissance interne)

	Trimestres clos les 30 septembre						
			Variation				
(en millions de dollars américains)	2023	2022	Total	Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions), montant net	Croissance interne
<u>Produits des activités ordinaires</u>							
Professionnels du droit	688	701	(2) %	—	(2) %	(9) %	6 %
Grandes sociétés	391	373	5 %	1 %	4 %	(3) %	7 %
Fiscalité et comptabilité	203	190	7 %	(1) %	8 %	(4) %	12 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 282	1 264	1 %	—	1 %	(6) %	7 %
Reuters News	180	171	6 %	1 %	5 %	1 %	3 %
Publications mondiales	137	146	(6) %	—	(5) %	(1) %	(4) %
Éliminations/arrondissement	(5)	(7)					
Total des produits des activités ordinaires	1 594	1 574	1 %	—	1 %	(5) %	6 %
<u>Produits récurrents</u>							
Professionnels du droit	661	658	—	1 %	—	(6) %	6 %
Grandes sociétés	349	330	6 %	1 %	5 %	(3) %	8 %
Fiscalité et comptabilité	160	158	1 %	(1) %	2 %	(8) %	9 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 170	1 146	2 %	1 %	2 %	(5) %	7 %
Reuters News	158	152	4 %	1 %	3 %	1 %	3 %
Éliminations/arrondissement	(5)	(7)					
Total des produits récurrents	1 323	1 291	2 %	1 %	2 %	(5) %	7 %
<u>Produits tirés des transactions</u>							
Professionnels du droit	27	43	(38) %	(1) %	(37) %	(49) %	12 %
Grandes sociétés	42	43	(3) %	1 %	(4) %	(1) %	(2) %
Fiscalité et comptabilité	43	32	37 %	(2) %	39 %	19 %	20 %
3 grands secteurs pris collectivement	112	118	(5) %	(1) %	(4) %	(13) %	9 %
Reuters News	22	19	17 %	5 %	12 %	3 %	9 %
Total des produits tirés des transactions	134	137	(2) %	—	(2) %	(11) %	9 %

	Périodes de neuf mois closes les 30 septembre						
	Variation						
(en millions de dollars américains)	2023	2022	Total	Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions), montant net	Croissance interne
<u>Produits des activités ordinaires</u>							
Professionnels du droit	2 107	2 099	—	—	1 %	(5) %	6 %
Grandes sociétés	1 218	1 157	5 %	—	5 %	(2) %	7 %
Fiscalité et comptabilité	714	660	8 %	(1) %	9 %	(1) %	11 %
3 grands secteurs pris collectivement	4 039	3 916	3 %	—	4 %	(3) %	7 %
Reuters News	549	535	3 %	—	2 %	—	2 %
Publications mondiales	408	430	(5) %	(1) %	(4) %	(1) %	(3) %
Éliminations/arrondissement	(17)	(19)					
Total des produits des activités ordinaires	4 979	4 862	2 %	—	3 %	(3) %	6 %
<u>Produits récurrents</u>							
Professionnels du droit	2 000	1 967	2 %	—	2 %	(4) %	6 %
Grandes sociétés	1 015	968	5 %	—	5 %	(3) %	8 %
Fiscalité et comptabilité	503	507	(1) %	(1) %	—	(8) %	8 %
3 grands secteurs pris collectivement	3 518	3 442	2 %	—	3 %	(4) %	7 %
Reuters News	468	459	2 %	—	2 %	—	2 %
Éliminations/arrondissement	(17)	(19)					
Total des produits récurrents	3 969	3 882	2 %	—	3 %	(4) %	6 %
<u>Produits tirés des transactions</u>							
Professionnels du droit	107	132	(19) %	(1) %	(18) %	(25) %	7 %
Grandes sociétés	203	189	7 %	—	7 %	2 %	5 %
Fiscalité et comptabilité	211	153	38 %	(2) %	41 %	23 %	17 %
3 grands secteurs pris collectivement	521	474	10 %	(1) %	11 %	1 %	10 %
Reuters News	81	76	6 %	4 %	2 %	1 %	2 %
Total des produits tirés des transactions	602	550	9 %	—	10 %	1 %	9 %

	Exercices clos les 31 décembre						
(en millions de dollars américains)	Variation						
	2022	2021	Total	Effet du change	Total partiel en devises constantes	Acquisitions (cessions), montant net	Croissance interne
<u>Produits des activités ordinaires</u>							
Professionnels du droit	2 803	2 712	3 %	(2) %	5 %	(1) %	6 %
Grandes sociétés	1 536	1 440	7 %	(1) %	8 %	—	8 %
Fiscalité et comptabilité	986	915	8 %	(1) %	8 %	(1) %	9 %
3 grands secteurs pris collectivement	5 325	5 067	5 %	(1) %	6 %	(1) %	7 %
Reuters News	733	694	6 %	(3) %	9 %	—	9 %
Publications mondiales	592	609	(3) %	(2) %	(1) %	—	(1) %
Éliminations/arrondissement	(23)	(22)					
Total des produits des activités ordinaires	6 627	6 348	4 %	(2) %	6 %	—	6 %

Rapprochement des variations du BAIIA ajusté et de la marge connexe, des charges d'exploitation consolidées et du résultat ajusté par action consolidé, compte non tenu de l'effet du change

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)	Trimestres clos les 30 septembre				
	2023	2022	Total	Variation	
				Effet du change	En devises constantes
BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	338	324	4 %	1 %	3 %
Grandes sociétés	164	147	12 %	1 %	11 %
Fiscalité et comptabilité	64	59	8 %	(2) %	10 %
3 grands secteurs pris collectivement	566	530	7 %	1 %	6 %
Reuters News	37	33	10 %	3 %	6 %
Publications mondiales	55	50	9 %	1 %	8 %
Charges liées au siège social	(26)	(78)	s. o.	s. o.	s. o.
BAIIA ajusté	632	535	18 %	1 %	17 %
Marge du BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	49,1 %	46,2 %	290 pb	30 pb	260 pb
Grandes sociétés	41,9 %	39,2 %	270 pb	(10) pb	280 pb
Fiscalité et comptabilité	31,2 %	31,0 %	20 pb	(30) pb	50 pb
3 grands secteurs pris collectivement	44,0 %	41,9 %	210 pb	—	210 pb
Reuters News	20,4 %	19,7 %	70 pb	40 pb	30 pb
Publications mondiales	39,6 %	34,4 %	520 pb	40 pb	480 pb
Marge du BAIIA ajusté	39,6 %	34,0 %	560 pb	10 pb	550 pb
Charges d'exploitation	958	1 023	(6) %	1 %	(8) %
Résultat ajusté par action	0,82 \$	0,58 \$	41 %	—	41 %

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)	Périodes de neuf mois closes les 30 septembre				
	2023	2022	Total	Variation	
				Effet du change	En devises constantes
BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	1 001	933	7 %	—	7 %
Grandes sociétés	481	443	9 %	—	9 %
Fiscalité et comptabilité	302	262	15 %	(1) %	16 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 784	1 638	9 %	—	9 %
Reuters News	111	114	(3) %	7 %	(10) %
Publications mondiales	158	153	3 %	—	3 %
Charges liées au siège social	(82)	(209)	s. o.	s. o.	s. o.
BAIIA ajusté	1 971	1 696	16 %	—	16 %
Marge du BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	47,5 %	44,5 %	300 pb	20 pb	280 pb
Grandes sociétés	39,4 %	38,2 %	120 pb	10 pb	110 pb
Fiscalité et comptabilité	41,6 %	39,7 %	190 pb	10 pb	180 pb
3 grands secteurs pris collectivement	44,0 %	41,8 %	220 pb	20 pb	200 pb
Reuters News	20,1 %	21,4 %	(130) pb	150 pb	(280) pb
Publications mondiales	38,6 %	35,6 %	300 pb	20 pb	280 pb
Marge du BAIIA ajusté	39,5 %	34,9 %	460 pb	30 pb	430 pb
Charges d'exploitation	3 022	3 145	(4) %	—	(4) %
Résultat ajusté par action	2,53 \$	1,87 \$	35 %	—	35 %

	Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2022
BAIIA ajusté	
Professionnels du droit	1 227
Grandes sociétés	578
Fiscalité et comptabilité	451
3 grands secteurs pris collectivement	2 256
Reuters News	154
Publications mondiales	212
Charges liées au siège social	(293)
BAIIA ajusté	2 329
Marge du BAIIA ajusté	
Professionnels du droit	43,8 %
Grandes sociétés	37,6 %
Fiscalité et comptabilité	45,8 %
3 grands secteurs pris collectivement	42,4 %
Reuters News	21,0 %
Publications mondiales	35,7 %
Marge du BAIIA ajusté	35,1 %

Rapprochement de la marge du BAIIA ajusté

Pour calculer la marge du BAIIA ajusté sectorielle et consolidée, nous excluons les ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis de nos produits des activités ordinaires comptabilisés selon les IFRS. Le tableau ci-après présente un rapprochement des produits des activités ordinaires comptabilisés selon les IFRS et des produits utilisés pour le calcul de la marge du BAIIA ajusté, qui exclut les ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis.

	Trimestre clos le 30 septembre 2023				
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Produits des activités ordinaires comptabilisés selon les IFRS	Moins les ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis	Produits des activités ordinaires, compte non tenu des ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis	BAIIA ajusté	Marge du BAIIA ajusté
Produits des activités ordinaires					
Professionnels du droit	688	1	689	338	49,1 %
Grandes sociétés	391	—	391	164	41,9 %
Fiscalité et comptabilité	203	1	204	64	31,2 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 282	2	1 284	566	44,0 %
Reuters News	180	—	180	37	20,4 %
Publications mondiales	137	—	137	55	39,6 %
Éliminations/arrondissement	(5)	—	(5)	—	s. o.
Charges liées au siège social	—	—	—	(26)	s. o.
Totaux consolidés	1 594	2	1 596	632	39,6 %

Période de neuf mois close le 30 septembre 2023

		Produits des activités ordinaires, compte non tenu des ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis		Marge du BAIIA ajusté	
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Produits des activités ordinaires comptabilisés selon les IFRS	Moins les ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis	Produits des activités ordinaires, compte non tenu des ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis	BAIIA ajusté	
Produits des activités ordinaires					
Professionnels du droit	2 107	1	2 108	1 001	47,5 %
Grandes sociétés	1 218	3	1 221	481	39,4 %
Fiscalité et comptabilité	714	11	725	302	41,6 %
3 grands secteurs pris collectivement	4 039	15	4 054	1 784	44,0 %
Reuters News	549	—	549	111	20,1 %
Publications mondiales	408	—	408	158	38,6 %
Éliminations/arrondissement	(17)	—	(17)	—	s. o.
Charges liées au siège social	—	—	—	(82)	s. o.
Totaux consolidés	4 979	15	4 994	1 971	39,5 %

Annexe C

Données trimestrielles (non audité)

Le tableau qui suit présente un résumé de nos résultats d'exploitation consolidés pour les huit trimestres les plus récents.

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	Trimestres clos les							
	30 sept. 2023	30 juin 2023	31 mars 2023	31 déc. 2022	30 sept. 2022	30 juin 2022	31 mars 2022	31 déc. 2021
Produits des activités ordinaires	1 594	1 647	1 738	1 765	1 574	1 614	1 674	1 710
Bénéfice d'exploitation	441	825	508	631	398	391	414	257
Bénéfice (perte) lié aux activités poursuivies	370	889	737	179	265	(71)	1 018	(177)
(Perte) bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	(3)	5	19	39	(37)	(44)	(11)	2
Bénéfice (perte) net	367	894	756	218	228	(115)	1 007	(175)
Bénéfice (perte) attribuable aux actionnaires ordinaires	367	894	756	218	228	(115)	1 007	(175)
Résultat de base par action								
Lié aux activités poursuivies	0,81 \$	1,89 \$	1,56 \$	0,37 \$	0,55 \$	(0,15) \$	2,09 \$	(0,36) \$
Lié aux activités abandonnées	(0,01)	0,01	0,04	0,08	(0,08)	(0,09)	(0,02)	—
	0,80 \$	1,90 \$	1,60 \$	0,45 \$	0,47 \$	(0,24) \$	2,07 \$	(0,36) \$
Résultat dilué par action								
Lié aux activités poursuivies	0,81 \$	1,89 \$	1,55 \$	0,37 \$	0,55 \$	(0,15) \$	2,09 \$	(0,36) \$
Lié aux activités abandonnées	(0,01)	0,01	0,04	0,08	(0,08)	(0,09)	(0,03)	—
	0,80 \$	1,90 \$	1,59 \$	0,45 \$	0,47 \$	(0,24) \$	2,06 \$	(0,36) \$

Produits des activités ordinaires – Nos produits des activités ordinaires sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque nous comptabilisons une part importante de nos produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats. Néanmoins, nos produits des activités ordinaires d'un trimestre à l'autre peuvent être touchés par le lancement de certains produits liés à l'impôt, qui sont habituellement plus concentrés au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre de l'exercice. Puisque nous exerçons la majeure partie de nos activités en dollars américains, les mouvements du change ont eu une incidence minime sur nos produits des activités ordinaires, sauf au troisième et au quatrième trimestre de 2022, où un raffermissement important du dollar américain a entraîné une légère baisse de nos produits des activités ordinaires. Les cessions ont eu un effet défavorable sur nos produits des activités ordinaires au deuxième et au troisième trimestre de 2023, en dépit des hausses liées aux acquisitions.

Bénéfice d'exploitation – Notre bénéfice d'exploitation est habituellement peu touché par le caractère saisonnier, la majorité de nos charges d'exploitation étant fixes. En conséquence, lorsque nos produits des activités ordinaires s'accroissent, nous devenons généralement plus rentables et, inversement, lorsqu'ils diminuent, nous sommes généralement moins rentables. Les résultats du deuxième trimestre de 2023 et du quatrième trimestre de 2022 incluent des profits découlant de la vente de certaines entreprises secondaires. En 2022 et en 2021, le calendrier des coûts liés au programme de transformation et les avantages découlant de ce dernier ont influé sur le bénéfice d'exploitation.

Bénéfice (perte) net – Notre bénéfice (perte) net a été considérablement influencé par notre participation dans LSEG. Le résultat net du deuxième et du premier trimestre de 2023 et du premier et du quatrième trimestre de 2022 rend compte de l'accroissement de la valeur de notre participation dans LSEG, tandis que celui du troisième trimestre de 2023, du deuxième trimestre de 2022 et du quatrième trimestre de 2021 rend compte de la diminution de la valeur de notre participation dans LSEG. Bien que le résultat net du troisième trimestre de 2022 reflète également une baisse importante de la valeur de notre participation dans LSEG, cette baisse est presque entièrement attribuable au raffermissement du dollar américain par rapport à la livre sterling, dont l'incidence a été atténuée par des profits sur les contrats de change liés à une partie de la participation, qui est libellée en livres sterling.

Annexe D

Information financière complémentaire sur les garants

Les tableaux de consolidation ci-après présentent l'information financière sommaire en lien avec la garantie intégrale et inconditionnelle accordée par Thomson Reuters Corporation et trois filiales américaines garantes, qui sont aussi des filiales en propriété exclusive indirecte consolidées de Thomson Reuters Corporation (appelées les « filiales garantes »), à l'égard de tout titre d'emprunt émis par TR Finance LLC aux termes d'un acte de fiducie qui sera conclu entre Thomson Reuters Corporation, TR Finance LLC, les filiales garantes, Société de fiducie Computershare du Canada et Deutsche Bank Trust Company Americas. TR Finance LLC est une filiale en propriété exclusive indirecte de Thomson Reuters Corporation et a été constituée aux seules fins d'émettre des titres d'emprunt. TR Finance LLC n'a aucun actif ou passif d'importance, aucune filiale et aucune activité commerciale qui lui est propre. La capacité de TR Finance LLC de payer des intérêts, des primes ou des charges d'exploitation ou d'honorer ses obligations dépendra du soutien financier de Thomson Reuters Corporation et des filiales garantes. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion pour obtenir plus d'informations à ce sujet.

Les tableaux de consolidation ci-après présentent l'information financière résumée pour les éléments suivants :

- la société mère – à savoir Thomson Reuters Corporation, propriétaire direct ou indirect de l'ensemble de ses filiales;
- la filiale émettrice – à savoir TR Finance LLC;
- les filiales garantes, prises collectivement;
- les filiales non garantes – à savoir les autres filiales de Thomson Reuters Corporation qui ne garantissent pas les titres d'emprunt de TR Finance LLC, prises collectivement;
- les éliminations – à savoir les ajustements de consolidation;
- Thomson Reuters, après consolidation.

Les filiales garantes mentionnées ci-dessus comprennent les filiales en propriété exclusive indirecte consolidées suivantes de Thomson Reuters Corporation :

- Thomson Reuters Applications Inc., qui exerce ses activités dans les secteurs Professionnels du droit, Fiscalité et comptabilité, et Grandes sociétés de la société;
- Thomson Reuters (Tax & Accounting) Inc., qui exerce ses activités dans les secteurs Fiscalité et comptabilité et Grandes sociétés de la société;
- West Publishing Corporation, qui exerce ses activités dans les secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Publications mondiales de la société.

Aux fins des tableaux de consolidation de l'information financière sommaire, Thomson Reuters Corporation comptabilise ses placements dans des filiales selon la méthode de la mise en équivalence. Lorsque les filiales sont membres d'un groupe consolidé aux fins des déclarations fiscales, Thomson Reuters Corporation répartit la charge d'impôt conformément à l'entente de partage d'impôt, notamment en appliquant la méthode du pourcentage, selon laquelle les membres du groupe consolidé sont remboursés pour les pertes qu'ils subissent, peu importe s'ils ont la possibilité d'utiliser ces pertes de manière distincte. Nous estimons que cette répartition constitue une façon systématique et rationnelle de répartir les soldes d'impôt. Les ajustements nécessaires pour consolider les résultats de la société mère, des filiales garantes et des filiales non garantes sont reflétés dans la colonne « Éliminations ».

Ce mode de présentation ne vise à présenter la situation financière de Thomson Reuters Corporation et ses résultats d'exploitation à nulle autre fin que pour se conformer aux exigences de communication de l'information sur les garants. Les données présentées doivent être lues conjointement avec nos états financiers consolidés intermédiaires pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2023, nos états financiers consolidés annuels de 2022, ainsi qu'avec notre rapport de gestion annuel de 2022, qui figure dans notre rapport annuel 2022.

Les tableaux de consolidation de l'information financière résumée ci-après sont fournis conformément aux exigences de l'article 13.4 du *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue* qui porte sur les dispenses en faveur de certains émetteurs bénéficiant de soutien au crédit. Thomson Reuters Corporation a aussi choisi de fournir de l'information financière complémentaire conformément à l'article 13 de la Réglementation S-X, dans sa version adoptée par la SEC et qui figure dans le communiqué de la SEC n° 33-10762.

Les tableaux de consolidation de l'information financière sommaire ci-après ont été préparés conformément aux IFRS publiées par l'IASB et n'ont pas été audités.

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

	Trimestre clos le 30 septembre 2023					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	—	—	456	1 301	(163)	1 594
Charges d'exploitation	(1)	—	(348)	(772)	163	(958)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	—	—	(9)	(19)	—	(28)
Dotation aux amortissements des logiciels	—	—	(4)	(128)	—	(132)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	—	—	(12)	(12)	—	(24)
Autres pertes d'exploitation, montant net	(1)	—	(2)	(8)	—	(11)
(Perte) bénéfice d'exploitation	(2)	—	81	362	—	441
(Charges) produits financiers, montant net :						
(Charge) produit d'intérêts, montant net	(51)	—	3	16	—	(32)
Autres produits (charges) financiers	39	—	(1)	79	—	117
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	50	—	(15)	(35)	—	—
Bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	36	—	68	422	—	526
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	—	—	—	(174)	—	(174)
Quote-part du bénéfice (de la perte) après impôt des filiales	331	—	(13)	58	(376)	—
(Charge) produit d'impôt	—	—	(10)	28	—	18
Bénéfice lié aux activités poursuivies	367	—	45	334	(376)	370
Perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	—	—	—	(3)	—	(3)
Bénéfice net	367	—	45	331	(376)	367
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	367	—	45	331	(376)	367

	Trimestre clos le 30 septembre 2022					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	—	—	504	1 213	(143)	1 574
Charges d'exploitation	(5)	—	(371)	(790)	143	(1 023)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	—	—	(12)	(22)	—	(34)
Dotation aux amortissements des logiciels	—	—	(2)	(117)	—	(119)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	—	—	(11)	(14)	—	(25)
Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net	—	—	7	(419)	437	25
(Perte) bénéfice d'exploitation	(5)	—	115	(149)	437	398
(Charges) produits financiers, montant net :						
Charge d'intérêts, montant net	(39)	—	(1)	(8)	—	(48)
Autres (charges) produits financiers	(194)	—	(1)	643	—	448
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	30	—	(12)	(18)	—	—
(Perte) bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(208)	—	101	468	437	798
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	—	—	—	(525)	—	(525)
Quote-part du bénéfice (de la perte) après impôt des filiales	436	—	(2)	85	(519)	—
(Charge) produit d'impôt	—	—	(16)	8	—	(8)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	228	—	83	36	(82)	265
Perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	—	—	—	(37)	—	(37)
Bénéfice (perte) net	228	—	83	(1)	(82)	228
Bénéfice (perte) attribuable aux actionnaires ordinaires	228	—	83	(1)	(82)	228

	Période de neuf mois close le 30 septembre 2023					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	—	—	1 533	3 937	(491)	4 979
Charges d'exploitation	(7)	—	(1 108)	(2 398)	491	(3 022)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	—	—	(30)	(57)	—	(87)
Dotation aux amortissements des logiciels	—	—	(13)	(364)	—	(377)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	—	—	(35)	(37)	—	(72)
Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net	22	—	(7)	338	—	353
Bénéfice d'exploitation	15	—	340	1 419	—	1 774
(Charges) produits financiers, montant net :						
(Charge) produit d'intérêts, montant net	(150)	—	7	22	—	(121)
Autres produits (charges) financiers	13	—	—	(88)	—	(75)
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	158	—	(39)	(119)	—	—
Résultat avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	36	—	308	1 234	—	1 578
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	—	—	—	815	—	815
Quote-part du bénéfice après impôt des filiales	1 981	—	55	259	(2 295)	—
Charge d'impôt	—	—	(49)	(348)	—	(397)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	2 017	—	314	1 960	(2 295)	1 996
Bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	—	—	—	21	—	21
Bénéfice net	2 017	—	314	1 981	(2 295)	2 017
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	2 017	—	314	1 981	(2 295)	2 017

	Période de neuf mois close le 30 septembre 2022					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	—	—	1 604	3 756	(498)	4 862
Charges d'exploitation	(9)	—	(1 191)	(2 443)	498	(3 145)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	—	—	(36)	(74)	—	(110)
Dotation aux amortissements des logiciels	—	—	(8)	(346)	—	(354)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	—	—	(37)	(39)	—	(76)
Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net	—	—	7	(418)	437	26
(Perte) bénéfice d'exploitation	(9)	—	339	436	437	1 203
(Charges) produits financiers, montant net :						
Charge d'intérêts, montant net	(118)	—	(1)	(26)	—	(145)
Autres (charges) produits financiers	(232)	—	—	1 094	—	862
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	87	—	(37)	(50)	—	—
(Perte) bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(272)	—	301	1 454	437	1 920
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	—	—	—	(552)	—	(552)
Quote-part du bénéfice après impôt des filiales	1 392	—	2	230	(1 624)	—
Charge d'impôt	—	—	(71)	(85)	—	(156)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	1 120	—	232	1 047	(1 187)	1 212
Perte liée aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	—	—	—	(92)	—	(92)
Bénéfice net	1 120	—	232	955	(1 187)	1 120
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	1 120	—	232	955	(1 187)	1 120

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

	30 septembre 2023					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	—	368	2 147	—	2 516
Créances clients et autres créances d'exploitation	—	—	258	724	—	982
Créances d'exploitation intragroupe	3 811	—	470	5 265	(9 546)	—
Autres actifs financiers	—	—	5	113	—	118
Charges payées d'avance et autres actifs courants	—	—	217	222	—	439
Actifs courants	3 812	—	1 318	8 471	(9 546)	4 055
Immobilisations corporelles, montant net	—	—	140	255	—	395
Logiciels, montant net	—	—	53	1 203	—	1 256
Autres immobilisations incorporelles identifiées, montant net	—	—	1 032	2 143	—	3 175
Goodwill	—	—	3 801	2 866	—	6 667
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	—	—	—	1 801	—	1 801
Autres actifs financiers	70	—	7	296	—	373
Autres actifs non courants	—	—	104	477	—	581
Créances d'exploitation intragroupe	169	—	2	778	(949)	—
Placements dans des filiales	16 530	—	484	4 371	(21 385)	—
Actifs d'impôt différé	—	—	—	1 046	—	1 046
Total de l'actif	20 581	—	6 941	23 707	(31 880)	19 349
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES						
Passif						
Dette courante	1 480	—	—	—	—	1 480
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	72	—	289	564	—	925
Passif d'impôt exigible	—	—	5	418	—	423
Produits différés	—	—	441	494	—	935
Dettes d'exploitation intragroupe	4 958	—	307	4 281	(9 546)	—
Autres passifs financiers	—	—	15	70	—	85
Passifs courants	6 510	—	1 057	5 827	(9 546)	3 848
Dette à long terme	2 878	—	—	—	—	2 878
Provisions et autres passifs non courants	1	—	6	713	—	720
Autres passifs financiers	—	—	22	182	—	204
Dettes d'exploitation intragroupe	—	—	778	171	(949)	—
Passifs d'impôt différé	—	—	223	284	—	507
Total du passif	9 389	—	2 086	7 177	(10 495)	8 157
Capitaux propres						
Total des capitaux propres	11 192	—	4 855	16 530	(21 385)	11 192
Total du passif et des capitaux propres	20 581	—	6 941	23 707	(31 880)	19 349

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

	31 décembre 2022					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5	—	125	939	—	1 069
Créances clients et autres créances d'exploitation	—	—	458	611	—	1 069
Créances d'exploitation intragroupe	3 566	—	354	2 791	(6 711)	—
Autres actifs financiers	—	—	5	199	—	204
Charges payées d'avance et autres actifs courants	—	—	245	224	—	469
Actifs courants	3 571	—	1 187	4 764	(6 711)	2 811
Immobilisations corporelles, montant net	—	—	159	255	—	414
Logiciels, montant net	—	—	4	931	—	935
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net	—	—	1 066	2 153	—	3 219
Goodwill	—	—	3 788	2 081	—	5 869
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	—	—	—	6 199	—	6 199
Autres actifs financiers	60	—	11	456	—	527
Autres actifs non courants	—	—	126	493	—	619
Créances d'exploitation intragroupe	190	—	—	778	(968)	—
Placements dans des filiales	15 979	—	64	4 145	(20 188)	—
Actifs d'impôt différé	—	—	—	1 118	—	1 118
Total de l'actif	19 800	—	6 405	23 373	(27 867)	21 711
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES						
Passif						
Dette courante	1 647	—	—	—	—	1 647
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	48	—	395	779	—	1 222
Passif d'impôt exigible	—	—	2	322	—	324
Produits différés	—	—	341	545	—	886
Dettes d'exploitation intragroupe	2 385	—	406	3 920	(6 711)	—
Autres passifs financiers	718	—	18	76	—	812
Passifs courants	4 798	—	1 162	5 642	(6 711)	4 891
Dette à long terme	3 114	—	—	—	—	3 114
Provisions et autres passifs non courants	2	—	4	685	—	691
Autres passifs financiers	—	—	33	200	—	233
Dettes d'exploitation intragroupe	1	—	778	189	(968)	—
Passifs d'impôt différé	—	—	219	678	—	897
Total du passif	7 915	—	2 196	7 394	(7 679)	9 826
Capitaux propres						
Total des capitaux propres	11 885	—	4 209	15 979	(20 188)	11 885
Total du passif et des capitaux propres	19 800	—	6 405	23 373	(27 867)	21 711